



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 JUILLET 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 26th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

A. B. C. Promotions Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize juin 1947, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Théodore Brodeur, comptable, Rita Angers, Madeleine Bourassa et Françoise Watters, toutes sténographes, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, nolisier, posséder, entretenir, exploiter et administrer:

Des édifices, érections, bâtisses, hôtels, ateliers, magasins, usines, appareils, moulins, machinerie, manufactures et outillage de toute nature et sorte quelconque sur terre ou sur l'eau;

Des bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers, drèges, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toute description;

Letters Patent

A. B. C. Promotions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the thirteenth day of June, 1947, incorporating: Léon Faribault, advocate, Théodore Brodeur, accountant, Rita Angers, Madeleine Bourassa and Françoise Watters, all stenographers, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, charter, own, maintain, operate and manage;

structures, erections, buildings, hotels, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant and equipment of every nature and kind whatsoever on land or on water;

steamships, vessels, tugs, car ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description;

Des terrains, lots riverains, cales-sèches, quais, bassins, môles, travaux et terminus pour les havres et les ports et autres facilités, droits et privilèges de toute description, sous le nom de "A. B. C. Promotions Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19819 P. FRENETTE.

A. H. Electric Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze juin 1947, constituant en corporation: Nathan Hoffman, manufacturier, Dame Diana Rybak Hoffman, marchande publique, épouse séparée de biens de Nathan Hoffman et dûment autorisée par lui, et Samuel Bell, ajusteur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter et faire le commerce de toutes sortes d'appareils, accessoires et fournitures électriques, machines et pièces d'automobiles et tous articles incidents ou s'y rapportant, sous le nom de "A. H. Electric Corporation".

Le montant du capital de la compagnie sera de cent mille dollars divisé en deux mille actions de dix dollars chacune;

La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de quatre-vingt mille dollars divisé en huit mille actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1917.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19820 P. FRENETTE.

Alfa Investments Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Thérèse Kingsley, comptable, fille majeure, de la ville de Montréal-Est, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir, acheter ou autrement acquérir soit comme mandant ou agent et soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce de bons, débetures, actions-débetures, actions, obligations ou autres valeurs et reconnaissances de dettes émises ou garanties par tout gouvernement, commission, corporation municipale ou scolaire ou par toute compagnie, entreprise ou corporation bancaire, d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale ou industrielle, sous le nom de "Alfa Investments Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

lands, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description, under the name of "A. B. C. Promotions Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19819-o Ass. Deputy Attorney General.

A. H. Electric Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1947, incorporating: Nathan Hoffman, manufacturer, Dame Diana Rybak Hoffman, marchande publique, wife separate as to property of Nathan Hoffman, and duly authorized by him, and Samuel Bell, adjuster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and deal in all kinds of electrical appliances, accessories and fittings, machine and automobile parts and all articles incidental or connected therewith, under the name of "A. H. Electric Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be one hundred thousand dollars divided into two thousand shares of ten dollars each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is eighty thousand dollars divided into eight thousand shares of ten dollars each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19820-o Ass. Deputy Attorney General.

Alfa Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: René Chênevert, barrister, of the city of Westmount, Thérèse Kingsley, accountant, spinster, of the town of Montreal East, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise acquire either as principal or agent and either absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise, and to sell, exchange, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debenture, debenture stock, shares, obligations or other securities and evidences of indebtedness issued or guaranteed by any Government commission, municipal or school corporation or any banking public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company, enterprise or corporation, under the name of "Alfa Investments Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19821 P. FRENETTE.

**Alpha Watch Crystals Incorporated
Montre Crystal Alpha Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Théo Legault, Jr., notaire, Roland Beaudin, comptable agréé, et Paula Gougeon, sténographe, célibataire-majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et la fabrication de montres, d'horloges, d'articles de bijouterie, d'articles décoratifs et d'instruments de précision, sous le nom de "Alpha Watch Crystals Incorporated — Montre Crystal Alpha Incorporée", avec un capital de \$49,000, divisé en 4,900 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19822-o P. FRENETTE.

B. L. B. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1947, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste, Donatien Delage, avocats, de la cité de Montréal, et Jacques Viau, avocats, de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme bijoutier, horloger, diamantaire, orfèvre, argentier; effectuer les réparations, transformer, remodeler la bijouterie de toutes sortes;

Agir comme négociant ou marchand en gros et en détail, comme agent manufacturier ou distributeur de bijouterie de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de "B. L. B. Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19823-o P. FRENETTE.

Canadian General Insulation (Quebec) Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19821-o Ass. Deputy Attorney General.

**Alpha Watch Crystals Incorporated
Montre Crystal Alpha Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Théo Legault, Jr., notary, Roland Beaudin, chartered accountant, and Paula Gougeon, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture watches, clocks, articles of jewellery, decorative objects and precision instruments, under the name of "Alpha Watch Crystals Incorporated — Montre Crystal Alpha Incorporée", with a capital stock of \$49,000, divided into 4,900 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19822 Ass. Deputy Attorney General.

B. L. B. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1947, incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of the city of Outremont, Marc Lacoste, Donatien Delage, advocates, of the city of Montreal, and Jacques Viau, advocate of Lachine, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as jeweller, clockmaker, diamond-cutter, goldsmith, silversmith; to repair, transform and remodel jewellery of all kinds;

To act as wholesale or retail dealer or merchant, as manufacturer's agent or distributor of jewellery of all kinds and descriptions, under the name of "B. L. B. Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be in Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19823 Ass. Deputy Attorney General.

Canadian General Insulation (Quebec) Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the nineteenth day of

date du dix-neuf juin 1947, constituant en corporation: Fred R. Lockhart, ingénieur en isolement, Paul Desruisseaux et Carrier Fortin, avocats, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, pour les objets suivants:

Acquérir le commerce de Fred R. Lockhart Fils, connu sous le nom de Canadian General Insulation (Quebec) Co. Reg'd de Sherbrooke, Québec;

Faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail et, en général, faire le commerce sans restriction d'outillage, machinerie, matériaux, accessoires et de tout ce qui est nécessaire directement ou indirectement à l'isolement contre le froid ou (et) la chaleur de constructions commerciales, industrielles, domestiques, mobilières ou immobilières de toute sorte et de tout objet qui peut être isolé contre la chaleur et le froid, sous le nom de "Canadian General Insulation (Quebec) Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19824 P. FRENETTE.

Charles Gravel Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Charles Gravel, fils, épicer-boucher, Charles Gravel, père, rentier, et Valentine Gravel, fille majeure, tous de La Tuque, district de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, d'épicerie et de boucherie, de toutes sortes;

Agir comme restaurateur, tabaconiste, hôtelier, quincaillier, marchand d'articles de toilette, d'appareils et accessoires électriques de toutes sortes, de marchandises sèches et vêtements de toutes sortes;

Exercer généralement dans toute leur spécialité le commerce de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Charles Gravel Fils Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19825-o P. FRENETTE.

Clair Shoes Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Roger Leclair, Eugène Leclair, manufacturiers, Susan Charness, teneuse de livres, et Jane Kirlin, sténographe, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, détenir, vendre, traiter ou tanner ou autrement disposer, manufacturer,

June, 1947, incorporating: Fred R. Lockhart, insulation engineer, Paul Desruisseaux and Carrier Fortin, advocates, all of the city of Sherbrooke, district of St. François, for the following purposes:

Acquire the business of Fred R. Lockhart Jr. Known as the Canadian General Insulation (Quebec) Co. Reg'd, of Sherbrooke, Quebec;

Do business as manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail merchants and do business generally without restriction as to equipment, machineries, materials, accessories and all that is necessary directly or indirectly for the insulation against cold or (and) heat of commercial, industrial, domestic moveable or immovable constructions of any sort and any object that may be insulated against heat and cold, under the name of "Canadian General Insulation (Quebec) Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19824 Ass. Deputy Attorney General.

Charles Gravel Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Charles Gravel, Jr., grocer-butcher, Charles Gravel, Sr., annuitant, and Valentine Gravel, spinster, all of La Tuque, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail grocery and butcher business in all lines of same;

To act as restaurant-keeper, tobacconist, hotel-keeper, hardware merchant, dealer in toilet ware, electrical apparatus and appliance of all kinds, dry-goods and wearing apparel of all kinds;

To carry on, generally and in all lines of same, the business of hardware merchant and dealer in building requisites, under the name of "Charles Gravel Fils Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19825 Assistant Deputy Attorney General.

Clair Shoes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Roger Leclair, Eugene Leclair, manufacturers, Susan Charness, bookkeeper, and June Kirlin, stenographer, spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce,

produire, importer et exporter toutes sortes de chaussures, peaux brutes, peaux vertes, cuir et marchandises semblables, sous le nom de "Clair Shoes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19826 P. FRENETTE.

import and export all kinds of shoes, hides, skins, leather and similar goods, under the name of "Clair Shoes Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19826-o Assistant Deputy Attorney General.

Club Taché

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Monseigneur Georges Dionne, supérieur du Séminaire de Rimouski, Adéodat Saucier, médecin, MM. les abbés Grégoire Bélanger, Pierre Bélanger, Grégoire Rioux, Gustave St-Pierre, et Philippe Ouellet, tous prêtres, des cité et district de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploitation d'un club de pêche pour fins sportives et récréatives, sous le nom de "Club Taché".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
19827-o P. FRENETTE.

Club Taché

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1947, to incorporate without share capital: Monseigneur Georges Dionne, superior of the Seminary of Rimouski, Adéodat Saucier, physician, the Rev. abbés Grégoire Bélanger, Pierre Bélanger, Grégoire Rioux, Gustave St-Pierre, and Philippe Ouellet, all priests, of the city and district of Rimouski, for the following purposes:

To operate a fishing club with a view to sport and recreation, under the name of "Club Taché".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19827 Assistant Deputy Attorney General.

Compagnie Trudeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt juin 1947 constituant en corporation: Dame Madeleine Trudeau Turner, épouse séparée de biens de Ian Turner, Marcelle Trudeau Hélène Trudeau, filles majeures, usant de leurs droits, Jean Trudeau, André Trudeau, commerçants, et Albert Chartré, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

De faire affaires comme compagnie de placements et d'investir dans n'importe quels "scrips", actions, débetures, obligations ou obligations de n'importe quel gouvernement, état, dominion, province, municipalité ou dans n'importe quelle entreprise, ainsi que sur les biens-meubles ou immeubles;

De construire, améliorer, réparer, maintenir ou administrer des édifices dans lesquels la compagnie pourrait avoir quelque intérêt que ce soit et généralement le pouvoir d'agir comme agents d'immeubles et comme contracteurs pour des réparations ou constructions, sous le nom de "Compagnie Trudeau Ltée", avec un capital de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

Compagnie Trudeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1947, incorporating: Dame Madeleine Trudeau Turner, wife separate as to property of Ian Turner, Marcelle Trudeau, Hélène Trudeau, spinsters, in use of their rights, Jean Trudeau, André Trudeau, merchants, and Albert Chartré, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and invest in all kinds of scrip, shares, debentures, bonds or obligations of any government, state, dominion, province, municipality or in any kind of enterprise, as well as in movable or immovable property;

To build, improve, repair, maintain or manage buildings in which the company may have an interest, whatsoever, and generally be entitled to act as real-estate agent and as contractor for repairs or buildings, under the name of "Compagnie Trudeau Ltée", with a capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19828-o P. FRENETTE.

Farnham Stamping Specialties Ltd.

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1947, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Irwin B. Cohen, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter et faire le commerce de toutes sortes de sacs et formes de bourse, accessoires et fournitures pour dames, pièces de machines et d'automobiles et tous articles composés de fer, acier, bronze ou autres métaux ou bois ou autres matériaux ou composés d'iceux, sous le nom de "Farnham Stamping Specialties Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19829-o P. FRENETTE.

Ferland Auto Accessories Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1947, constituant en corporation: Léon Ferland, commerçant, Arthur Bourassa, garagiste, et Joseph Dion, comptable, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, acquérir, vendre, céder, échanger, fabriquer, distribuer et faire le commerce général, de gros et de détail, de tout véhicule susceptible d'être activé par aucune forme d'énergie pour le transport d'objets animés ou inanimés par terre, eau ou air; de leurs accessoires, parties de rechange et pièces de toutes sortes et descriptions;

Exercer un commerce général de réparation et de garage, agir comme garagiste, sous le nom de "Ferland Auto Accessories Limited", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19830-o P. FRENETTE.

Gallery Square Investments Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze juin 1947, constituant en corporation: James Arthur Mathewson, Arthur Ives Smith, conseils en loi du Roi, et Leonard Arthur Seton, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19828 Assistant Deputy Attorney General.

Farnham Stamping Specialties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1947, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Irwin B. Cohen, advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and deal in all kinds of ladies' handbag and purse frames, accessories and fittings, machine and automobile parts and all articles composed of iron, steel, brass or other metals or wood or other material or combination thereof, under the name of "Farnham Stamping Specialties Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19829-o Assistant Deputy Attorney General.

Ferland Auto Accessories Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1947, incorporating: Léon Ferland, merchant, Arthur Bourassa, garage keeper, and Joseph Dion, accountant, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, acquire, sell, assign, exchange, manufacture, distribute and deal generally, wholesale and retail, in any vehicle capable of being operated by any form of power, for the transportation of animate or inanimate objects by land, water or air; their accessories, spare parts and pieces of all kinds and descriptions;

To carry on a general repair and garage business, act as garage keeper, under the name of Ferland Auto Accessories Limited", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19830 Assistant Deputy Attorney General.

Gallery Square Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1947, incorporating: James Arthur Mathewson, Arthur Ives Smith, King's Counsels, and Leonard Arthur Seton, all advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par bail, achat, échange ou autrement et détenir, posséder, administrer, louer, vendre ou autrement disposer et négocier et faire le commerce de propriétés immobilières, soit améliorées ou autrement;

Exercer le commerce général d'entrepreneurs et de constructeurs, sous le nom de "Gallery Square Investments Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 108 Gallery Square, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19831 P. FRENETTE.

To acquire by lease, purchase, exchange or otherwise, and hold, own, administer, rent, sell, or otherwise dispose of and deal in and with immovable property, whether improved or otherwise;

To carry on the general business of contractors and builders, under the name of "Gallery Square Investments Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each, and 500 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 108 Gallery Square, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19831-o Assistant Deputy Attorney General.

Grenon Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: J.-Alfred Grenon, entrepreneur, Fernand Daigle, marchand de bois, et Claude Daigle, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Grenon Construction Company Limited", avec un capital de \$49,900, divisé en 259 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général, suppléant.
19832-o P. FRENETTE.

Grenon Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: J. Alfred Grenon, contractor, Fernand Daigle, lumber merchant, and Claude Daigle, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Grenon Construction Company Limited", with a capital stock of \$49,900, divided into 259 common shares having a par value of \$100 each and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19832 Assistant Deputy Attorney General.

Insurance Exchange Building Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin 1947, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, Cecil Bruce Cooke et Henry Ralph Armstrong, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir toutes ou aucune partie ou parties de l'actif de la compagnie Insurance Exchange Corporation Limited, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 octobre 1922 en vertu de la Loi des compagnies du Canada, et, en particulier, acheter, acquérir, louer, détenir, vendre ou autrement aliéner les lieux connus comme étant le Insurance Exchange Building situé dans la cité de Montréal, P. Q., sous le nom de "Insurance Exchange Building Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19833 P. FRENETTE.

Insurance Exchange Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1947, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, Cecil Bruce Cooke and Henry Ralph Armstrong, secretaries, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire all or any part or parts of the assets of Insurance Exchange Corporation Limited, a company incorporated by Letters Patent, dated October 31st, 1922, under The Companies Act of Canada, and, in particular, to purchase, acquire, lease, hold, sell or otherwise alienate the premises known as the Insurance Exchange Building located in the City of Montreal, P. Q., under the name of "Insurance Exchange Building Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19833-o Assistant Deputy Attorney General.

J. A. Brazeau Ltée

J. A. Brazeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, marchand, Dame Blandine Drouin, sténographe, épouse séparée de biens dudit Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, tous deux des cité et district de Québec, et Joseph-Yvon-Paul-Émile Brazeau, avocat, de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, merchant, Dame Blandine Drouin, stenographer, wife separate as to property of said Joseph-Léo-Aurélien Brazeau, both of the city and district of Quebec, and Joseph-Yvon-Paul-Émile Brazeau, advocate, of Sherbrooke, district of Saint-Francis, for the following purposes:

Acquérir le commerce exploité par Léo-Aurélien Brazeau, sous la raison sociale de "Spécialités Électriques Enregistrées" (Electric Specialty Enrg.) et consistant en un commerce général d'appareils électriques, ameublements, instruments de musique, mobiliers et articles d'ornementation, sous le nom de "J. A. Brazeau Ltée", avec un capital de 60,000, divisé en 100 actions privilégiées de \$200 chacune et 200 actions ordinaires de \$200 chacune.

To acquire the business carried on by Léo-Aurélien Brazeau, under the firm name of "Spécialités Électriques Enregistrées" (Electric Specialty Enrg.), and consisting in the general business of electric appliances, under the name of "J. A. Brazeau Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 100 preferred shares of \$200 each and 200 common shares of \$200 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19834-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
19834 Assistant Deputy Attorney General.

J. O. Lefebvre Limitée

J. O. Lefebvre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R. S. Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Pierre-Paul Langis, André Nadeau, avocats, et Francine Lacroix, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Pierre-Paul Langis, André Nadeau, advocates, and Francine Lacroix, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Acquérir, acheter, échanger, importer et exporter, vendre, nantir et donner en gage, posséder, exploiter, céder à bail, louer ou autrement trafiquer en gros ou en détail toutes les sortes d'automobiles et de véhicules-moteurs généralement mus ou opérés par la gazoline ou par l'électricité ou tout autre pouvoir à traction, sous le nom de "J. O. Lefebvre Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

To acquire, purchase, exchange, import and export, sell, pledge and mortgage, own, operate, assign on lease, rent or otherwise deal, wholesale and retail, in all kinds of automobiles and motor vehicles generally operated or run by gasoline or electricity or any other tractive force, under the name of "J. O. Lefebvre Limitée", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19835-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
19835 Assistant Deputy Attorney General.

Lana-Lee Fashions Inc.

Lana-Lee Fashions Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du treize juin 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C. R., Harry Batshaw, C. R. et Nathaniel L. Levy, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the thirteenth day of June, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K. C., Harry Batshaw, K. C., and Nathaniel L. Levy, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, hardes, vêtements et four-

To manufacture, produce, buy, sell, import, and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and fur-

nitures de toute sorte et description pour dames et messieurs, sous le nom de "Lana-Lee Fashions Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19836 P. FRENETTE.

Lawrentex Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Walter Gainsbury, négociant, Celia Cohen et June Kirlin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de textiles, cotonnades, lainages, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Lawrentex Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19837 P. FRENETTE.

Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. Blue Sommit Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juin 1947, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, et Flore-Annette Poirier, sténographe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la construction ou l'aménagement de tous travaux, sous le nom de "Les Entreprises Du Sommet Bleu Inc. — Blue Sommit Development Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19838-o P. FRENETTE.

Les Produits LeMac Ltée LeMac Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

nishings of every kind and description, under the name of "Lana-Lee Fashions Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19836-o Assistant Deputy Attorney General.

Lawrentex Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Walter Gainsbury, jobber, Celia Cohen and June Kirlin, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of textiles, cottons, woollens, textile products, novelties, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Lawrentex Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 350 preferred shares of a par value of \$100 each, and 150 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19837-o Assistant Deputy Attorney General.

Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. Blue Sommit Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R. S. Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1947, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, and Flore-Annette Poirier, stenographer, both spinsters and in use of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the construction and equipment of all kinds of works, under the name of "Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. — Blue Sommit Development Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19838 Assistant Deputy Attorney General.

Les Produits LeMac Ltée LeMac Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1947, constituant en corporation: Bernard-A. Godue, infirmier, René Authier, vendeur, et Uldège Legris, comptable, tous de Granby, district de Bedford, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce de gros et de détail de tout produit domestique et de consommation, sous le nom de "Les Produits LeMac Ltée — LeMac Products Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19839-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1947, incorporating: Bernard A. Godue, orderly, René Authier, salesman, and Eugène Legris, accountant, all of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, deal wholesale and retail in any domestic and food product, under the name of "Les Produits LeMac Ltée — LeMac Products Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The number of shareholders will be limited to 20.

The head office of the company will be in the city of Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19839 Assistant Deputy Attorney General.

Perry Textiles Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1947, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdreich, avocats, et Lewis Haber, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Perry Textiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19840 P. FRENETTE.

Perry Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S. 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1947, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdreich, advocates, and Lewis Haber accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of textiles, textile products, novelties, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal, under the name of "Perry Textiles Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19840-o Assistant Deputy Attorney General.

Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat, Gerald S. Tritt et Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseils en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de drapiers, confectionneurs, manufacturiers et entrepreneurs d'étoffes et de vêtements, marchands en gros et en détail de vêtements et vêtements de sport de toute description pour hommes, garçons, demoiselles, femmes et enfants et de lainages, tissus textiles et faire le commerce de manufacturiers et marchands d'articles en caoutchouc, gutta-percha, cellulose, cellulofide ou autres matières semblables;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et de spécialités et nouveautés de ferronnerie de toute sorte, sous le nom de "Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Ezra Leithman, advocate, Gerald S. Tritt and Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsel, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, outfitters, cloth and clothing manufacturers and contractors, wholesale and retail dealers in men's, boys', misses', women's and kiddies' wear and sportswear of every description and woollen goods, textile fabrics and the business of manufacturers of and dealers in rubber goods, rubber, gutta-percha, cellulose, celluloid or other similar materials;

To manufacture, buy, sell and deal in hardware specialties and novelties of every kind, under the name of "Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19841 P. FRENETTE.

Remo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Omer Pouliot, comptable, Henri Beaupré, avocat, et Onésime Duchesneau, contremaître, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, le commerce et les opérations d'entrepreneur en général;

Manufacturer, fabriquer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer ou autrement disposer, faire le commerce en gros et en détail de tous matériaux de construction, sous le nom de "Remo Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 78, rue de Longueuil, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19842-o P. FRENETTE.

Robert Carignan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1947 constituant en corporation: Robert Carignan, restaurateur, Roland Bérubé, comptable, Ferdinand Champoux, gérant, tous trois de Grand'Mère, Charles Champoux, gérant de La Tuque, et Ernest Moore, journaliste, de Saint-Raymond, ces deux derniers du district de Québec, et les autres du district des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, hôtel et club, sous le nom de "Robert Carignan Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19843-o P. FRENETTE.

Teco-Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Joseph-Léon Lachance, contracteur, Raoul Côté, ingénieur en construction, et Joseph Lanouette, contremaître en construction, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprises générales de constructions, sous le nom de "Teco-Construction — Co. — Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19841-o Assistant Deputy Attorney General.

Remo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Omer Pouliot, accountant, Henri Beaupré, advocate, and Onésime Duchesneau, foreman, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To engage in the industry, business and operations of general contractor;

To manufacture, make, buy or otherwise acquire, sell, lease or otherwise dispose of and deal wholesale and retail in all kinds of building requisites, under the name of "Remo Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 78 Longueuil Street, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19842 Assistant Deputy Attorney General.

Robert Carignan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1947, incorporating: Robert Carignan, restaurant keeper, Roland Bérubé, accountant, Ferdinand Champoux, manager, all three of Grand'Mère, Charles Champoux, manager, of La Tuque, and Ernest Moore, laborer, of Saint-Raymond, these two latter of the district of Quebec, and the others of the district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on, either wholesale or retail, the business of restaurant, café, tavern, hotel and club, under the name of "Robert Carignan Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19843 Assistant Deputy Attorney General.

Teco-Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Joseph Léon Lachance, contractor, Raoul Côté, construction engineer, and Joseph Lanouette, construction foreman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in construction work in general, under the name of "Teco-Construction — Co. — Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into, 1,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19844-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19844 Assistant Deputy Attorney General.

The Association of Granby Manufacturers Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du seize juin 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Noël Allingham Austin, John Wright Halpin, Whitney Edward Allen, George Howard Shutt, George Eccles Nixon, James Harold Flack et Leopold Nelson Thompson, tous manufacturiers, de la cité de Granby, district de Bedford, pour les objets suivants:

Grouper les manufacturiers de la cité de Granby, province de Québec, développer parmi eux l'esprit de coopération pour l'avancement et la protection de leurs intérêts communs dans le domaine économique et social, et promouvoir aussi le bien-être général du public, sous le nom de "The Association of Granby Manufacturers Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19845 P. FRENETTE.

The Association of Granby Manufacturers Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1947, incorporating without share capital: Noël Allingham Austin, John Wright Halpin, Whitney Edward Allen, George Howard Shutt, George Eccles Nixon, James Harold Flack and Leopold Nelson Thompson, all manufacturers, of the City of Granby, District of Bedford, for the following purposes:

To group the manufacturers of the City of Granby, Province of Quebec, develop among them the spirit of cooperation for the advancement and the protection of their common interests in the economic and social field, and also to promote the general welfare of the public, under the name of "The Association of Granby Manufacturers Inc."

The amount to which the value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Granby, District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19845-o Assistant Deputy Attorney General.

Transparent Paper Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Georges A. Roy, avocat, André Gadbois, étudiant en droit et Charlotte Loiselle, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de papier, carton, papier tissu, pellicules transparentes, papier transparent, produits de la cellulose de toutes sortes, feuilles en métal et/ou tous autres matériaux et produits qui sont actuellement utilisés ou qui peuvent être éventuellement utilisés pour l'emballage, le cachetage, l'emballage, l'étalage et la protection des aliments, articles, effets, marchandises et commodités, sous le nom de "Transparent Paper Products Limited", avec un capital de \$49,999 divisé en 49,999 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19846 P. FRENETTE.

Transparent Paper Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Georges A. Roy, lawyer, André Gadbois, law student, and Charlotte Loiselle, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in paper, cardboard, tissue paper, transparent film, transparent paper, cellulose products of all kind, foil and/or any other material and products which presently are used or which may eventually be used for the wrapping, sealing, packaging, displaying and protection of foods, goods, wares, merchandises and commodities, under the name of "Transparent Paper Products Limited", with a capital stock of \$49,999, divided into 49,999 shares of the par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19846-o Assistant Deputy Attorney General.

Transport Carleton Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Transport Carleton Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin 1947, constituant en corporation: Paul H. Lévesque, Marcel Lajeunesse, avocats et Lucienne Gaudet, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des omnibus, autobus, autos de louage, autos-neiges, taxis, camions pour transport lourd, camions ou moyens de transport privés ou publics, sous le nom de "Transport Carleton Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton-sur-Mer, district de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19847 P. FRENETTE.

Variety Silk Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Gérard Verrier, contremaître, François Roy, machiniste, de Drummondville, et Hector Autotte, machiniste, de St-Nicéphore, tous du district d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes spécialités l'industrie de manufacturiers en gros et en détail de toushardes et vêtements pour femmes, hommes et enfants, sous le nom de "Variety Silk Mills Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19848-o P. FRENETTE.

Verbitt Fashion Garment Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1947, constituant en corporation: Issie Verbitt, manufacturier, Celia Cohen, June Kirlin, sténographes, et Susan Charness, teneuse de livre, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de vêtements pour dames et enfants et de tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Verbitt Fashion Garment Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19849 P. FRENETTE.

4855 Queen Mary Road Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of June, 1947, incorporating: Paul-H. Lévesque, Marcel Lajeunesse, advocates, and Lucienne Gaudet, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of operating omnibuses, motor buses, snow-mobiles, cabs, taxicabs, auto drays, motor-trucks or other private or public conveyances, under the name of "Transport Carleton Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Carleton-sur-Mer, in the district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19847-o Ass. Deputy Attorney General.

Variety Silk Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Gérard Verrier, foreman, François Roy, machinist, of Drummondville, and Hector Autotte, machinist, of St-Nicéphore, all of the district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of wholesale and retail manufacturers of wearing apparel and clothing for men, women and children, under the name of "Variety Silk Mills Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19848 Assistant Deputy Attorney General.

Verbitt Fashion Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of June, 1947, incorporating: Issie Verbitt, manufacturer, Celia Cohen, June Kirlin, stenographers, and Susan Charness, bookkeeper, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export, or otherwise dispose of all kinds of ladies' and children's garments, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Verbitt Fashion Garment Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100 each, and 200 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19849-o Assistant Deputy Attorney General.

4855 Queen Mary Road Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze juin 1947, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack et Gregory Charlap, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "4855 Queen Mary Road Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19850 P. FRENETTE,

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eleventh day of June, 1947, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack and Gregory Charlap, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase a certain immoveable property, under the name of "4855 Queen Mary Road Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each, and 3,500 preferred shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1947.

P. FRENETTE,
19850-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Bédard & Stowe Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze février 1947, changeant le nom de la compagnie "Mitch Drive Yourself & Garage Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 octobre 1946, en celui de "Bédard & Stowe Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 11 février 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19851 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

Bédard & Stowe Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Mitch Drive Yourself & Garage Company Limited", incorporated by letters patent dated October 25th, 1946, into that of "Bédard & Stowe Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of February, 1947.

P. FRENETTE,
19851-o Assistant Deputy Attorney General.

Avis divers

Canada — Province de Québec

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné que la ville de St-Félicien, en conformité de l'Art. 173 de la Loi des Cités et Villes, présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée régulière des membres du Conseil municipal de la corporation de la ville de St-Félicien tenue le 2 juin 1947, le soussigné, secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections comme suit: la date de la présentation des candidats ainsi que celle de l'élection générale, qui sont actuellement fixées respectivement au 25 janvier (au 1er jour juridique suivant s'il y a lieu) et au 1er jour juridique de février, seront à l'avenir, fixées respectivement au 1er lundi du mois de juillet, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant; et au deuxième lundi du mois de juillet pour l'élection générale, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

St-Félicien, le 3 juillet, 1947.
Le Secrétaire-trésorier,
19732-28-4-o ROCH ST-GELAIS.

Miscellaneous Notices

Canada — Province of Quebec

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given that the town of St-Félicien, in conformity with section 173 of the Cities and Towns Act, will submit to the Lieutenant-Governor in Council, a petition to change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

At a regular meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the town of St-Félicien, held on June 2, 1947, the undersigned, secretary-treasurer, was requested to prepare the formalities required to change the date for the elections as follows: the date for the nomination of candidates and also that of the general election, actually fixed respectively to the 25th of January (or first juridical day following, if expedient), and to the first juridical day of February, shall, for the future, be fixed respectively to the first Monday of the month of July, and if this day be a holiday, to the first following juridical day; and to the second Monday of the month of July for the general election, and if this day be a holiday, to the first juridical day following same.

The petition will be presented after publication of the notices required by law.

St-Félicien, July 3, 1947.
ROCH ST-GELAIS,
19732-28-4 Secretary-treasurer.

L'ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS DE
CHAUSSURES DE MONTRÉAL INCORPORÉE
THE MONTREAL SHOE MANUFACTURERS
ASSOCIATION INCORPORATED

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la corporation ci-haut mentionnée, tenue le 14 avril 1947, au Club St-Denis, à Montréal, district de Montréal, à une heure de l'après-midi:

"Sur proposition dûment faite et appuyée et unanimement adoptée, il est résolu de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des règlements généraux de l'Association, en y rayant le N° "7" pour y substituer le mot "9" de façon à ce que le dit premier paragraphe de l'article 6 des règlements généraux de l'Association se lise dorénavant comme suit:

"L'Association est dirigée par un conseil de (9) neuf administrateurs élus tous les ans à l'assemblée générale annuelle par la majorité des membres qualifiés."

19852-o Le Secrétaire,
L. BOUGIE.

L'ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS DE
CHAUSSURES DE MONTRÉAL INCORPORÉE
THE MONTREAL SHOE MANUFACTURERS
ASSOCIATION INCORPORATED

Excerpt from the minutes of a meeting of the board of directors of the above-mentioned corporation, held on April 14, 1947, at the St-Denis Club, Montreal, district of Montreal, at one o'clock in the afternoon:

"Upon motion duly made, seconded and unanimously adopted, it was resolved to amend the first paragraph of section 6 of the general by-laws of the Association, by striking out the number "7" and substituting therefor the word and figure "9", so that the said first paragraph of section 6 of the general by-laws shall henceforth read as follows:

"The Association will be managed by a board of nine (9) directors elected each year at the annual general meeting by the majority of qualified members."

19852 L. BOUGIE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Société Coopérative d'Aqueduc de la Côte de l'Église", en date du 28 juin 1947, dont le siège social est situé à Château-Richer, comté de Montmorency, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 juillet 1947.

19853-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Société Coopérative d'Aqueduc de la Côte de l'Église", under date the twenty-eighth day of June, 1947, whereof the head office is at Château-Richer, county of Montmorency, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of July, 1947.

19853 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 3 juillet 1947, approuvé les règlements I à XXIII inclusivement de "The Powerscourt Cemetery Company", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 29 janvier 1947 et subséquemment modifiés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), tel que modifié par la Loi George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9 juillet 1947.

19854 Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on July 3rd, 1947, the By-Laws I to XXIII inclusively of "The Powerscourt Cemetery Company", as adopted at the meeting held on January 29th, 1947, and thereafter amended, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276) as amended by the Act 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1947.

19854-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

SMITH-CHICOINE LIMITED

Règlement "B"

Un règlement pour amender le règlement N° I, afin de changer l'endroit du siège social de la cité de Québec à la cité de Montréal.

"Que le siège social de la compagnie soit établi en la cité de Montréal, à compter du premier février 1947, et que le règlement N° 1 de la compagnie soit amendé en conséquence.

ADOPTÉ."

Montréal, 2 juillet 1947.
Le Secrétaire-trésorier,
D. S. CHICOINE.

19864

SMITH-CHICOINE LIMITED

By-Law "B"

A by-law to amend by-law No. I, for the purpose of changing the location of the head office from the city of Quebec to the city of Montreal.

"That the head office of the company be established in the city of Montreal, with effect from 1st February, 1947, and that by-law No. I of the company be amended accordingly.

CARRIED."

Montreal, July 2nd, 1947.
D. S. CHICOINE,
Secretary-Treasurer.

19864-o

LAITERIE BELLE VALLÉE LTÉE
BELLE VALLEY DAIRY LTD

LAITERIE BELLE VALLÉE LTÉE
BELLE VALLEY DAIRY LTD

Règlement No. 39

By-Law No. 39

(Changeant l'endroit de son bureau principal de Montréal à Valleyfield).

(Changing the situation of the head office from Montreal to Valleyfield).

"Le bureau principal de la compagnie sera à Valleyfield, dans la province de Québec."

"The head office of the company will be at Valleyfield, in the Province of Quebec."

Le Secrétaire,
19863-o LUCIEN ROUX.

LUCIEN ROUX,
Secretary.
19863

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois des Méchins, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 juillet 1947.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois des Méchins, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 14, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé aux Méchins, comté de Matane.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Méchins, county of Matane.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19865-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
19865

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix juillet 1947.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 10, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rouyn, county of Rouyn Noranda.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19866-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
19866

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Conseil Central des Syndicats de Nicolet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le sept juillet 1947.

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Conseil Central des Syndicats de Nicolet", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the seventh of July, 1947.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Nicolet, comté de Nicolet.

The principal place of business of the said federation is at Nicolet, county of Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19878-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
19878

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le dix-sept juillet 1947, approuvé les règlements 1 à 6 inclusivement de "Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc.", tels qu'adoptés aux assemblées générales tenues le 17 mars 1947 et le 9 juin 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Notice is hereby given that, upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on July the seventeenth, 1947, the by-laws 1 to 6 inclusively of "Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc.", as adopted at general meetings held on March 17, 1947 and June 9, 1947, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 juillet 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-third day of July, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19879-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
19879

CANADA GARNET LIMITED
(No Personal Liability)
GRENAT CANADA LIMITÉE
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement N° 13

"Que le nombre des membres du Conseil d'administration de la Compagnie soit porté de sept à onze."

Certifiée comme étant une copie conforme du règlement N° 13 de Canada Garnet Limited (No Personal Liability) — Grenat Canada Limitée (Libre de responsabilité personnelle), adopté par les directeurs et approuvé par tous les détenteurs d'actions émises de la Compagnie, présents ou représentés à une assemblée spéciale générale des actionnaires tenue à Montréal, le 30 mai 1947.

Le Président,

JEAN-C. MARTINEAU.

Le Secrétaire,

PAUL-A. VALLÉE.

19877-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de la Cité de Longueuil", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 juin 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

19880-o

DOMINION SQUARE CORPORATION

Règlement N° 31

Que le bureau de direction de la compagnie Dominion Square Corporation soit augmenté de cinq à sept directeurs.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie Dominion Square Corporation, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement N° 31 de la compagnie qui a été passé à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie Dominion Square Corporation tenu le 4 juin 1947 et ratifié et approuvé à l'unanimité à une assemblée des actionnaires convoquée dans le but de considérer ledit règlement et tenue le 27 juin 1947.

Montréal, Qué., 30 juin 1947.

(Seau)

Le Secrétaire,

J. S. MACFARLAND.

19889

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de l'Île-aux-Coudres", en date du 16 juillet 1947, dont le siège social est situé à l'Île-aux-Coudres, dans le comté de Charlevoix-Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

19895-o

CANADA GARNET LIMITED
(No Personal Liability)
GRENAT CANADA LIMITÉE
(Libre de responsabilité personnelle)

By-law No. 13

"That the number of members of the board of directors of the company be increased from seven to eleven."

Certified a true copy of By-law No. 13 of Canada Garnet Limited (No Personal Liability) — Grenat Canada Limitée (Libre de responsabilité personnelle), adopted by the directors and approved by all the holders of issued shares of the company, present or represented at a special general meeting of shareholders held at Montreal, the 30th of May, 1947.

JEAN-C. MARTINEAU,

President.

PAUL-A. VALLÉE,

Secretary.

19877

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de la Cité de Longueuil", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 30, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

19880

DOMINION SQUARE CORPORATION

By-Law No. 31

That the Board of Directors of Dominion Square Corporation be increased from five to seven directors.

I, the undersigned secretary of Dominion Square Corporation, do hereby certify that the foregoing is a true copy of By-law No. 31 of the Company which was unanimously passed at a Meeting of the Directors of Dominion Square Corporation held on the 4th day of June 1947, and unanimously ratified and approved at a Meeting of the Shareholders called for the purpose of considering said By-law and held on the 27th day of June 1947.

Montréal, Qué., June 30th 1947.

(Seal)

J. S. MACFARLAND,

Secretary.

19889-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de l'Île-aux-Coudres", under date the sixteenth day of July, 1947, whereof the head office is at l'Île-aux-Coudres, in the county of Charlevoix-Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

19895

AVIS DE RACHAT

CITÉ DE SAINT-LAMBERT
COMTÉ DE CHAMBLY
P. Q.

Avis public est, par les présentes, donné que les débetures au montant de \$2,821,400 datées du 1er mars 1945 de la Cité de St. Lambert, comté de Chambly, province de Québec, émises sous l'autorité du règlement N° 270, sont, par les présentes, rappelées pour rachat le premier jour de septembre 1947, à leur montant nominal.

Ce rappel est pour toute la dette débeture en cours de la cité de St. Lambert émise en vertu du règlement N° 270.

Les débetures échéant après le 1er septembre 1947, avec tous les coupons non-échus attachés, seront remises contre paiement en monnaie légale du Dominion du Canada, à toute succursale de la Banque Canadienne Nationale de la province de Québec et à la Banque de Toronto, dans la cité de Toronto, Ontario.

Les débetures enregistrées doivent être accompagnées de tous les documents requis pour le transfert.

Toutes ces débetures rachetables le 1er septembre 1947 cesseront de porter intérêt après le 1er septembre 1947 et, subséquemment les détenteurs de ces débetures n'auront aucun droit, sauf de recevoir le paiement du principal et des intérêts accrus à ladite date de rachat du 1er septembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

C. F. POTTER.

19890

NOTICE OF REDEMPTION

CITY OF SAINT-LAMBERT
COUNTY OF CHAMBLY
P. Q.

Public notice is hereby given that the \$2,821,400. Debentures dated March 1st 1945, of the City of St. Lambert, County of Chambly, Province of Quebec, issued under the authority of By-Law No. 270 are hereby called for redemption on the first day of September, 1947, at their principal amount.

This call is for the entire outstanding debenture debt of the City of St. Lambert issued under By-Law No. 270.

Debentures, with all unmatured coupons maturing after September 1st 1947, attached, shall be surrendered against payment in lawful money of the Dominion of Canada, at any branch of the National Canadian Bank in the Province of Quebec and at the Bank of Toronto in the City of Toronto, Ontario.

Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

All such debentures redeemable on September 1, 1947 shall cease to bear interest after September 1, 1947 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights, except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date of September 1, 1947.

C. F. POTTER,

Secretary-Treasurer.

19890-o

VILLAGE DE WEEDON CENTRE

RACHAT DE DÉBENTURES

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier que les obligations suivantes émises par la Municipalité du Village de Weedon Centre, par son règlement N° 87 en date du 1er mars 1936, seront rachetées le 1er septembre 1947. Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter de la date mentionnée à l'avis ci-dessus.

Obligations 71 à 80 inclusive, échéance 1948.
Obligations 81 à 90 inclusive, échéance 1949.
Obligations 91 à 100 inclusive, échéance 1950.
Obligations 101 à 110 inclusive, échéance 1951.
Obligations 111 à 120 inclusive, échéance 1952.
Obligations 121 à 130 inclusive, échéance 1953.
Obligations 131 à 140 inclusive, échéance 1954.
Obligations 141 à 150 inclusive, échéance 1955.
Obligations 151 à 160 inclusive, échéance 1956.

Le Secrétaire-trésorier,

EDGAR TARDIF.

19891-o

DONWILL COY

Extrait du règlement N° 23 de la compagnie Donwill Company passé à une assemblée des directeurs tenue le 7 juillet 1947 et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue à la même date.

Règlement N° 23

En conséquence qu'il soit décrété que:

1. "Le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de six (6) directeurs à cinq (5) directeurs, ceci prenant effet immédiatement sur publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

Je, le soussigné, Kenneth I. Ross, secrétaire-trésorier de la compagnie Donwill Company, cer-

VILLAGE OF WEEDON CENTRE

REDEMPTION OF BONDS

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer, that the following bonds issued by the Municipality of the Village of Weedon Centre, by its by-law No. 87, dated March 1, 1936, will be redeemed on the 1st of September, 1947. The said bonds will cease to bear interest on and from the date mentioned in the aforesaid notice.

The bonds 71 to 80 inclusive, maturing 1948. Bonds 81 to 90 inclusive, maturing 1949. Bonds 91 to 100 inclusive, maturing 1950. Bonds 101 to 110 inclusive, maturing 1951. Bonds 111 to 120 inclusive, maturing 1952. Bonds 121 to 130 inclusive, maturing 1953. Bonds 131 to 140 inclusive, maturing 1954. Bonds 141 to 150 inclusive, maturing 1955. Bonds 151 to 160 inclusive, maturing 1956.

EDGAR TARDIF,

Secretary-Treasurer.

19891

DONWILL COY

Extracts from by-law No. 23 of Donwill Company passed at a meeting of directors held on the 7th. July, 1947, and approved at a special general meeting of Shareholders held on the same date.

"By-law No. 23"

Now therefore be it enacted that:

1. "The number of Directors of the Company shall be reduced from six (6) Directors to five (5) Directors the same to take effect immediately upon publication in the *Quebec Official Gazette*."

I, the undersigned, Kenneth I. Ross, Secretary-Treasurer of Donwill Company, hereby certify

tific, par les présentes, que le précédent est un extrait conforme du règlement N° 23 de la compagnie Donwill Company, lequel dit règlement a été décrété à l'unanimité comme un règlement de la compagnie à une assemblée des directeurs tenue le 7 juillet 1947 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue le 7 juillet 1947.

(Secau)

19894

K. I. ROSS.

the foregoing to be a true extract of By-Law No. 23 of Donwill Company, which said By-Law was unanimously enacted as a By-Law of the Company at Meeting of Directors held on the 7th. day of July, 1947, and unanimously approved at a Special General Meeting of Shareholders of the Company duly called and held on the 7th. 1947.

(Seal)

19894-6

K. I. ROSS.

Charte — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondés de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bédard & Stowe Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier juillet 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
19855-0 P. FRENETTE.

Charter — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bédard & Stowe Company Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of October, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the first day of July, 1947, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1947.

P. FRENETTE,
19855 Assistant Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Mécanisation Rurale de Jonquière", et que son principal siège d'affaires est à Jonquière.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes de même que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires, ainsi qu'autres machineries pour fin de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de juillet 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
19856-0 JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Société Coopérative Agricole de Mécanisation Rurale de Jonquière", and that its principal place of business is at Jonquière.

The purpose of the association is the improvement and expansion of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for improvement work on farms.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this sixteenth day of July, 1947.

JULES SIMARD,
19856 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 775-47.

Québec le 18 juillet 1947.

Demande est faite de changer le nom de Roseville, dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de Village de Saint-Majorique.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19874-30-2-0 J. P. LABARRE.

Department of Education

No. 775-47

Quebec, July 18, 1947.

Application is made to change the name of Roseville, in the county of Gaspé-South, into the village of Saint-Majorique.

J. P. LABARRE,
19874-30-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

ment aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S. R. Q. 1941), chapitre 163 et amendements), que la Chambre de Construction inc. et La Fédération nationale catholique des Métiers du Bâtiment et des Matériaux de Construction lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3173 du 16 août, 1944, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec. On demande:

1° Que la section II dudit décret soit remplacée par la suivante:

"SECTION II

Industrie de la pierre

I.—a.—*Juridiction industrielle*:—La présente section régit tout travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre.

b.—*Juridiction territoriale*:—La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II.—*Taux des salaires*:—Les taux de salaires minima sont les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaires horaires
Taillieurs de pierre.....	\$0.90
Apprentis tailleurs de pierre:	
1ère année.....	0.40
2ième année.....	0.50
3ième année.....	0.60
Préposés au fonctionnement de raboteuses.....	0.70
Apprentis préposés au fonctionnement de raboteuses:	
Premiers 9 mois.....	0.51
Deuxièmes 9 mois.....	0.61
Préposés au fonctionnement de machines à carborundum.....	0.60
Préposés au fonctionnement de scies (toutes sortes):	
Premier trimestre.....	0.50
Après trois mois.....	0.60
Préposés au fonctionnement de grues mécaniques.....	0.60
Tourneurs de pierre.....	0.70
Aides journaliers.....	0.45
Forgerons.....	0.70
Surveillants.....	\$18.20 par semaine

Pierre artificielle et blocs de ciment:

Finisseurs de pierre artificielle.....	0.90
Préposés au fonctionnement de hies et mouleurs.....	0.62
Aides et journaliers.....	0.45
Modelleurs.....	1.00

III.—*Durée du travail*:—La durée maximum de travail des tailleurs de pierre, des apprentis tailleurs de pierre et des finisseurs de pierre artificielle est de huit (8) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classification mentionnées à l'article II de la présente section est de neuf (9) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IV.—*Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison du taux régulier plus (25%) vingt-cinq pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé

provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Builders' Exchange Inc. and "La Fédération nationale catholique des Métiers du Bâtiment et des Matériaux de Construction" have submitted to him a request to amend the decree number 3173 of August 16, 1944, respecting the building materials industry in the Province of Quebec. It is requested:

1° That part II of the said decree be replaced by the following:

"PART II

Stone industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*:—The present part shall govern any finishing operation in the industries of limestone, sand stone, artificial stone cement blocks and of any other stone, with the exception of granite and marble.

b.—*Territorial Jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Quebec.

II.—*Wage Rates*:—The minimum rates of wages shall be the following for the hereinafter mentioned trades:

Trades:	Wage Rates per hour
Stone Cutters.....	\$0.90
Apprentice Stone Cutters:	
First year.....	0.40
Second year.....	0.50
Third year.....	0.60
Planerman.....	0.70
Apprentice planerment:	
First 9 months.....	0.51
Second 9 months.....	0.61
Carborundum Machine Operators.....	0.60
Sawymen (all kinds):	
First 3 months.....	0.50
After 3 months.....	0.60
Cranemen.....	0.60
Stone Turners.....	0.70
Helpers and labourers.....	0.45
Blacksmiths.....	0.70
Watchmen.....	\$18.20 per week

Artificial stone and cement blocks

Artificial Stone dressers.....	0.90
Rammers and moulders.....	0.62
Helpers and labourers.....	0.45
Modellers.....	1.00

III.—*Duration of labour*:—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters, apprentice stone cutters and artificial stone dressers. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall work nine (9) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday.

There shall be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

IV.—*Overtime Rates*: All overtime is paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime work shall

que celui du décret, tout travail supplémentaire est payé ce taux plus (25%) vingt-cinq pour cent. Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du taux régulier plus (50%) cinquante pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé ce taux plus (50%) cinquante pour cent.

V.—*Apprentissage*:— a.— Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement de raboteuses.

b.— Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

VI.— Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage d'une construction, il est convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non finie connue sous le nom de "scotch work" ou "petite course", pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 $\frac{3}{4}$ " (onze pouces et trois quarts) de hauteur; le salaire est d'un dollar et vingt-cinq sous (\$1.25) par verge carrée.

VII.—*Vacances payées*: Une semaine de vacances payées est allouée à chaque salarié qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de un (1) an. S'il a été à l'emploi du même employeur pendant une période minimum de trois (3) mois en une année, est employé à droit à une demi-journée de vacances pour chaque mois de travail. Toutefois, tout salarié suspendu par son employeur avant l'expiration de cette période de trois (3) mois a droit à la rémunération de vacances pour le temps écoulé avant sa suspension.

2° Que la section III dudit décret soit remplacée par la suivante :

"SECTION III

Industrie du marbre

I.—a.—*Juridiction industrielle*:— La présente section régit toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazzo, tuile ou opérations similaires.

b.—*Juridiction territoriale*:— La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

II.—*Taux de salaires*:— Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après :

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de marbre	\$0.90
Apprentis-tailleurs de marbre:	
1ère année	0.40
2ème année	0.50
3ème année	0.60
Préposés au fonctionnement des compresseurs	0.60
Ajusteurs de scie	0.60
Aides et manoeuvres	0.45
Préposés au fonctionnement des scies:	
Premier trimestre	0.50
Après trois mois	0.60
Préposés au fonctionnement des machines à carborundum	0.60
Apprentis-préposés au fonctionnement des machines à carborundum:	
Premier semestre	0.45
Deuxième semestre	0.50
Troisième semestre	0.55
Polisseurs de face	0.60
Polisseurs de bouts	0.50

be paid the actual rate plus (25%) twenty-five percent. All work performed on Sundays is paid at the regular rate plus (50%) fifty percent. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid the actual rate plus (50%) fifty percent.

V.—*Apprenticeship*:— a.— Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone-cutting and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b.— At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen employed in each shop.

VI.— In order to encourage the use of limestone for the infilling of buildings, piece work shall be allowed for rock face stone usually called Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven inches and three quarters (11 $\frac{3}{4}$) high; the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

VII.—*Vacation with pay*:— One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. All workmen however who have been employed by the same employer for a continuous period of three months or more in one year are entitled to vacation-pay prorated on the basis of one half day per month. However, any workman discharged by his employer before the expiry of the three months' period is entitled to vacation-pay for the time completed.

2. That part III of the said decree be replaced by the following:

"PART III

Marble industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*:— The present part shall apply and extend to all operations in the marble, terrazzo and tile industry or similar operations.

b.—*Territorial Jurisdiction*:— The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Quebec.

II.—*Wage Rates*:— The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades	Wage rates per hour
Marble cutters	\$0.90
Apprentice Marble Cutters:	
First year	0.40
Second year	0.50
Third year	0.60
Compressormen	0.60
Saw setters	0.60
Helpers and labourers	0.45
Sawymen on gang saws:	
First 3 months	0.50
After 3 months	0.60
Carborundum machine operators	0.60
Apprentice-carborundum machine operators:	
First 6 months	0.45
Second six months	0.50
Third six months	0.55
Bed Rubber Face	0.60
Bed Rubber End	0.50

Polisseurs à la machine (marbre et terrazzo):

Premier trimestre	0.55
Après trois mois	0.65
Polisseur à la main	0.51
Mouleurs de terrazzo	0.70
Préposés au fonctionnement des grues ...	0.60
Surveillants	\$18.20 par semaine

Machine Polishers (marble and terrazzo):

First 3 months	0.55
After 3 months	0.65
Hand polishers	0.51
Terrazzo casters	0.70
Cranemen	0.60
Watchmen	\$18.20 per week

III.—*Périodes de paye*:—Les salaires doivent être payés régulièrement, au moins deux fois par mois, dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

III.—*Pay periods*:—Wages shall be paid regularly, at least twice a month, not more than seven days after each pay period.

IV.—*Durée du travail*:—La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre est de quarante-quatre (44) heures par semaine, de huit (8) heures par jour pour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de dix (10) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IV.—*Duration of Labour*:—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first (5) days of the week and forty-four (44) hours per week including four (4) hours on Saturday, in respect of marble cutters and apprentice marble cutters. All other classification of labour mentioned in section II of this part shall be limited to a maximum duration of labour of ten (10) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday, making a maximum week of fifty-five (55) hours. There shall be no limitation of daily or weekly duration of labour for watchmen.

V.—*Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison du taux régulier plus (25%) vingt-cinq pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire est payé ce taux plus (25%) vingt-cinq pour cent. Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du taux régulier plus (50%) cinquante pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé ce taux plus (50%) cinquante pour cent.

V.—*Overtime Rates*:—All overtime is paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime work shall be paid the actual rate plus (25%) twenty-five percent. All work performed on Sundays is paid at the regular rate plus (50%) fifty percent. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid the actual rate plus (50%) fifty percent.

VI.—*Apprentissage*:—a.—Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement des machines à carborandum.

VI.—*Apprenticeship*:—a.—Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborandum machine operators.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque cinq (5) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; on peut employer un (1) apprenti par trois (3) opérateurs de machines à carborandum.

b.—No employer shall have more than one (1) apprentice to each five (5) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each three (3) carborandum machine operators.

c.—Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

c.—No apprentice shall begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

VII.—*Vacances payées*: Une semaine de vacances payées est allouée à chaque salarié qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de un (1) an. S'il a été à l'emploi du même employeur pendant une période minimum de trois (3) mois en une année, cet employé a droit à une demi-journée de vacances pour chaque mois de travail. Toutefois, tout salarié suspendu par son employeur avant l'expiration de cette période de trois (3) mois a droit à la rémunération de vacances pour le temps écoulé avant sa suspension.

VII.—*Vacations with pay*:—One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. All workmen however who have been employed by the same employer for a continuous period of three months or more in one year are entitled to vacation-pay prorated on the basis of one half day per month. However, any workman discharged by his employer before the expiry of the three months' period is entitled to a vacation-pay for the time completed.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juillet 1947.

Department of Labour,
Quebec, July, 26, 1947.

19857-o

19857-o

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 1117, du 9 juillet 1947, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 juillet 1947, est corrigé de la façon suivante:

Dans la version anglaise, au paragraphe "k", page 1881, les mots "when shift finishing" doivent se lire "when ship is finishing".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juillet 1947. 19851A-X-o

ERRATUM

Order in Council number 1117 of July 9, 1947, published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 19, 1947, is corrected as follows:

In the English version, in subsection "k", page 1881, the words "when shift finishing" should read "when ship is finishing".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 26, 1947. 19851A-X-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 4269, du 14 novembre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1155, du 17 juillet 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1947, au 31 juillet 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 4269.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 4269 doivent également payer au Comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par le présent décret.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser, au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 4269 of November 14, 1944, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 1155 of July 17, 1947, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from August 1st, 1947 to July 31st, 1948, and apply as herein-after mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 4269.

b) All the artisans subject to decree number 4269 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is required.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall

présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1947, 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
BRODERIE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

Etat des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet 1948.

Revenus:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$3,500.00
Cotisations des salariés.....	3,500.00
	\$7,000.00

Déboursés:

Salaires.....	\$4,000.00
Dépenses d'administration et frais légaux.....	800.00
Inspection.....	520.00
Assemblées.....	200.00
Loyer.....	250.00
Dépenses de bureau (assurance, téléphone, électricité, frais de poste, tenue des livres, taxes).....	600.00
Impression et papeterie.....	250.00
Réserve pour imprévus.....	380.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 juillet 1947. 19892-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

L'article XX, lequel concerne l'industrie des ascenseurs, sera modifié en rajoutant l'alinéa "a" de son paragraphe 9 et le remplaçant par le suivant:

"a) Région de Montréal:

Travaux de construction, réparation et modernisation:	
Mécanicien.....	\$1.35
Aide.....	0.95"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 juillet 1947. 19883-o

present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1947, March 31st and June 30th, 1948.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1 1947 and July 31, 1948, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE EMBROIDERY
INDUSTRY ON THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1, 1947 and July 31, 1948.

Income:

Levy upon professional employers.....	\$3,500.00
Levy upon employees.....	3,500.00
	\$7,000.00

Expenditures:

Salaries.....	\$4,000.00
Administration and legal fees.....	800.00
Inspection.....	520.00
Meetings.....	200.00
Rent.....	250.00
Office overhead (Insurance, Telephone, Light, Taxes, Postage, Accountancy).....	600.00
Printing and stationery.....	250.00
Reserve for contingencies.....	380.00
	\$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 26, 1947. 19892-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3002, of July 31, 1946, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

Section XX which concerns elevator construction will be amended by deleting paragraph "a" of its subsection 9 and replacing it by the following:

"a) Montreal Region:

On construction, repair and modernization work:	
Mechanic.....	\$1.35
Helper.....	0.95"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 26, 1947. 19883-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1155, du 17 juillet 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 juillet 1947 au 31 juillet 1948, et s'exerce de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires et des autres rémunérations payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations dues, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1947, 31 mars 1948, et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus de la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet 1948.

Recettes et dépenses probables de la Commission conjointe pour l'industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet, 1948.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1155 of July 17, 1947 par "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 31st, 1947 to July 31st, 1948. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the wages and other remuneration paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their wages and other remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each of the employees, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when it shall deem such an action to be advisable.

The report together with all assessments due shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requirable.

3. *Financial report*

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th, December 31st, 1947, March 31st, 1948 and June 30th, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec for the period between August 1st, 1947 and July 31st, 1948.

Budget or Estimate of Receipts and Expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, for the period comprised between August 1st, 1947, to July 31st, 1948.

Revenus probables:

Basé sur 9,000 salariés au salaire moyen de \$22.00 par semaine, pour 38 semaines, approximativement \$7,800,000.00, comme suit:

Cotisations des salariés, 1/2 de 1% . . .	\$39,000.00
Cotisations des employeurs professionnels, 1/2 de 1% . . .	39,000.00
Revenu provenant de placements . . .	1,200.00
	\$79,200.00

Dépenses probables:

Salaires:

Administration . . .	\$16,740.00
Inspecteurs . . .	22,260.00
Bureau . . .	19,800.00
	\$58,800.00

Déboursés en général:

Loyer, taxes, assurance . . .	\$ 5,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste . . .	2,800.00
Frais légaux et de vérification . . .	2,600.00
Téléphone et électricité . . .	700.00
Frais de déplacement des inspecteurs . . .	3,500.00
Assurance chômage . . .	250.00
Dépenses des délégués . . .	250.00
Dépenses générales . . .	5,000.00
Dépréciation: ameublement et agencement . . .	300.00
	\$20,400.00
	\$79,200.00

Estimated Income:

Based on 9,000 employees, each earning an average of \$22.00 per week for 38 weeks, approximately \$7,800,000.00, as follows:

Employees Assessment (1/2 of 1%) . . .	\$39,000.00
Professional employers Assessment (1/2 of 1%) . . .	39,000.00
Income from Investments . . .	1,200.00
	\$79,200.00

Estimated Expenses:

Salaries:

Administration . . .	\$16,740.00
Inspectors . . .	22,260.00
Office . . .	19,800.00
	\$58,800.00

Overhead:

Rent, Taxes, Insurance . . .	\$ 5,000.00
Stationery, Printing and Postage . . .	2,800.00
Legal and Auditing . . .	2,600.00
Telephone and Lighting . . .	700.00
Inspectors Travel Expenses . . .	3,500.00
Representatives Expenses . . .	250.00
Unemployment Insurance . . .	250.00
General Expenses . . .	5,000.00
Depreciation — Furniture and Fixtures . . .	300.00
	\$20,400.00
	\$79,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 26 juillet 1947. 19893-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, July 26, 1947. 19893-o

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association, ayant son siège social à Cleveland, Ohio, a obtenu le permis No 701 et le certificat d'enregistrement No 232 qui l'autorisent à accorder à ses membres résidant dans la Province des prestations en cas de décès, d'accident ou de maladie.

Son procureur dans la Province est monsieur H. B. Chase, 1411 rue Crescent, Montréal.

Donné ce vingt et unième jour de juillet 1947, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
19873-30-2-o Assistant-Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association, having its head office at Cleveland Ohio, has obtained the license No 701 and the certificate of registry No 232 authorizing it to grant to its members residing in this Province death, accident and sickness benefits.

Its Attorney in the Province is Mr. H. B. Chase, 1411 Crescent Street, Montreal.

Given this twenty first day of July, 1947, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
19873-30-2-o Assistant Superintendent of Insurance.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Laqueux	Paul	20	Québec	Collège St-Jean de Brébeuf

Québec, le 23 juillet 1947 — Quebec, July 23rd, 1947.

19886-30-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel, en date du 17 juillet 1947, d'accorder à Me Lucien Morin, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me John Fair, notaire, décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 19 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

19867-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated July 17, 1947, to grant to Me Lucien Morin, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me John Fair, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, July 19, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

19867 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Gérard Dionne, notaire, demeurant et pratiquant au village de Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, district judiciaire de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me G. L. Dionne en son vivant, notaire qui pratiquait au Village de Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Québec, ce 23 juillet, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

19896-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Gérard Dionne, notary, residing and practising in the village of Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, judicial district of Rimouski, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me G.-L. Dionne, in his lifetime, notary, who practised in the village of Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, judicial district of Rimouski.

Quebec, July 23, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

19896 Under Secretary of the Province.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Novo Broom & Mop Supplies Corporation

Novo Broom & Mop Supplies Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt juin 1947, confirmant le compromis ou arrangement intervenu entre la compagnie "Novo Broom & Mop Supplies Corporation", d'une part, et ses actionnaires, d'autre part, en la manière décrite par les règlements Nos XXIII et XXIV de ladite compagnie, lequel compromis ou arrangement a été dûment sanctionné par l'honorable Pierre-F. Casgrain, juge de la Cour supérieure du district de Montréal, le 17 juin 1947, et lequel compromis ou arrangement, tel que prévu par lesdits règlements, se lit comme suit:

"XXIII. Le paragraphe A) du règlement numéro 21 est abrogé et remplacé comme suit, et le règlement N° 22 est modifié en conséquence:

A) Les porteurs des actions privilégiées ont droit de recevoir à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et suivant qu'ils seront déclarés par le Bureau de Direction de la compagnie, des dividendes au taux de 6% par année, et pas davantage, sur le capital, de temps à autre versé sur icelles. Ces dividendes devant courir et être cumulatifs, à compter de la date de l'émission des actions privilégiées; et nul dividende ne sera déclaré et mis de côté sur toute autre action de la compagnie, à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées, alors émises et en cours aient été payés ou déclarés et mis de côté."

"XXIV. Le capital-actions de la compagnie de \$100,000.00 est augmenté à \$500,000.00, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et 4,900 actions privi-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, confirming the compromise or arrangement entered into between the company "Novo Broom & Mop Supplies Corporation", on the one part, and its shareholders, on the other part, in the manner described in By-laws Nos. XXIII and XXIV of the said company, the said compromise or arrangement was duly sanctioned by the Honourable Pierre-F. Casgrain, Judge of the Superior Court for the district of Montreal, on June 17, 1947, and said compromise or arrangement, as set forth in the said by-laws, reads as follows:

"XXIII. Paragraph A) of by-law number 21 is repealed and replaced by the following, and by-law No. 22 is consequently amended:

A) The holders of preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors of the company, dividends at the rate of 6% per annum, and no more, on the capital, from time to time paid thereon. These dividends to accrue and be cumulative, from and after the date of issue of the preferred shares; and no dividends shall be declared or set aside upon any other shares of the company, unless all accrued dividends on the preferred shares then issued and outstanding shall have been paid or declared and set aside."

XXIV. The capital stock of the company, namely \$100,000 is increased to \$500,000 divided into 100 common shares having a par value of \$100 each, and 4,900 preferred shares having a

légées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune. Ces dernières seulement devant posséder les droits, privilèges et priorités mentionnés aux règlements Nos 21 et 22, tels que modifiés par le règlement numéro 23 de la compagnie, et ces dernières seulement devant être aussi sujettes aux restrictions, limitations et dispositions des règlements Nos 21 et 22, tels que modifiés par le règlement N° 23."

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 juin 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19887-0 JEAN BRUCHÉSI.

par value of \$100 each. These latter only shall be entitled to the rights, privileges and priorities mentioned in by-laws Nos. 21 and 22, as amended by by-law No. 23 of the company, these said shares alone shall also be subject to the restrictions, limitations and provisions of by-laws Nos. 21 and 22, as amended by by-law No. 23."

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19887 Under Secretary of the Province.

Liquidation, avis de :

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Chaleur Bay Power Limited" (Énergie Électrique de la Baie des Chaleurs Limitée), tenue au siège social de ladite compagnie, 1293, rue Hart, aux Trois-Rivières, le samedi, 14 juin 1947, à trois heures de l'après-midi, une résolution a été dûment adoptée pourvoyant à la liquidation volontaire et à la dissolution de ladite compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q., 1941, chap. 278, et que M. Louis-Ovide Baribeault en a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19881-0 JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice :

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of the company "Chaleur Bay Power Limited" (Énergie Électrique de la Baie des Chaleurs Limitée), held at the head office of the said company, 1293 Hart Street Trois-Rivières, on Saturday the 14th day of June, 1947, at three o'clock in the afternoon, a resolution was duly adopted providing for the voluntary winding-up and dissolution of the said company, in conformity with the provisions of the Act respecting the voluntary winding-up of Joint Stock companies, R.S.Q., 1941, chap. 278, and that Mr. Louis Baribeault has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 19, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19881 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir :

Québec, 18 juin 1947.

M. Philippe Ferland, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes :

Québec, 20 mars 1947.

Docteur P.-E. Belisle, médecin, de Buckingham: coroner conjoint pour le district de Hull, avec juridiction sur cette partie du comté de Papineau qui se trouve dans le district judiciaire de Hull.

Québec, 22 mai 1947.

M. J.-Antonio Chaput, de Joliette: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Marcel Puvilland, de Montréal: chef, éducation hôtelière, au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. B.-A. Turcotte, de Montréal: chef, publicité hôtelière, et officier de liaison, au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose names follows, to wit:

Quebec, June 18, 1947.

Mr. Philippe Ferland, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, March 20, 1947.

Doctor P. E. Belisle, physician, of Buckingham: to be joint coroner for the district of Hull, with jurisdiction over that part of the county of Papineau which lies within the judicial district of Hull.

Quebec, May 22, 1947

Mr. J. Antonio Chaput, of Joliette: to be inspector of hotels for the Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Marcel Puvilland, of Montreal: to be chief of hotel education, in the Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. B. A. Turcotte, of Montreal: to be chief of hotel publicity, and liaison officer, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

M. Maurice Picard, de Sainte-Catherine: officier spécial "charbon de bois" au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Rossini Laberge, de Sainte-Martine, Cte Châteauguay: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Aurèle Ross: enquêteur au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. P.-Onésime Lehoullier, de Victoriaville: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Aimé Bellemare, de Rimouski: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Philippe Gaudreault, de Baie Saint-Paul: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

M. Léo-Paul Tessier, de Québec: inspecteur d'hôtels au département de l'industrie et du commerce, à compter du 1er avril 1947.

Québec, 28 mai 1947.

M. Cyrice Blanchet, de Disraeli: inspecteur rural pour le département de l'Instruction publique, à compter du 1er avril 1947.

M. Adrien Froment, de Saint-Gabriel-de-Brandon: inspecteur rural pour le département de l'Instruction publique, à compter du 1er avril 1947.

M. Antonio Rouleau: inspecteur rural pour le département de l'Instruction publique, à compter du 1er avril 1947.

M. Antonin Nicole, de Saint-Paul: inspecteur rural pour le département de l'Instruction publique, à compter du 1er avril 1947.

Québec, 11 juin 1947.

Mlle Florence Gignac, de Montréal: sténographe experte et secrétaire des substituts du Procureur général, à Montréal, à compter du 1er juin 1947.

Québec, 18 juin 1947.

M. Marcel Trahan, avocat, de la cité de Montréal: greffier et conseiller juridique de la Cour des jeunes délinquants à Montréal, à compter du 1er juillet 1947.

Docteur Adj. Deschênes, médecin, de Shawinigan-Falls: coroner adjoint pour le district des Trois-Rivières, avec juridiction sur la ville de Shawinigan-Falls et sur cette partie du district électoral de Saint-Maurice situé au nord de la ville de Shawinigan-Falls.

Docteur R.-Pierre Hubert, médecin, du Cap-de-la-Madeleine: coroner conjoint pour le district des Trois-Rivières, avec juridiction seulement sur le district électoral de Champlain.

Québec, 9 juillet 1947.

Docteur J.-Maurice Rouleau, médecin, de Saint-Grégoire-de-Nicolet: coroner pour le district de Nicolet.

19897-o

Mr. Maurice Picard, of Sainte-Catherine: special officer "charcoal production", Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Rossini Laberge, of Sainte-Martine, county Châteauguay: to be an inspector of hotels, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Aurèle Ross: to be an investigator for the Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. P. Onésime Lehoullier, of Victoriaville: to be an inspector of hotels, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Aimé Bellemare, of Rimouski: to be an inspector of hotels, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Philippe Gaudreault, of Baie Saint-Paul: to be an inspector of hotels, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Mr. Léo-Paul Tessier, of Quebec: to be an inspector of hotels, Department of Trade and Commerce, as from April 1, 1947.

Quebec, May 28, 1947.

Mr. Cyrice Blanchet, of Disraeli: to be rural inspector for the Department of Education, as from April 1, 1947.

Mr. Adrien Froment, of Saint-Gabriel-de-Brandon: to be rural inspector for the Department of Education, as from April 1, 1947.

Mr. Antonio Rouleau: to be rural inspector for the Department of Education, as from April 1, 1947.

Mr. Antonin Nicole, of Saint-Paul: to be rural inspector for the Department of Education, as from April 1, 1947.

Quebec, June 11, 1947.

Mlle Florence Gignac, of Montreal: to be expert stenographer and secretary for the Crown Prosecutor, at Montreal, as from June 1, 1947.

Quebec, June 18, 1947.

Mr. Marcel Trahan, advocate, of the city of Montreal: Clerk and legal advisor of the Juvenile Delinquents' Court at Montreal, as from July 1, 1947.

Doctor Adj. Deschênes, physician, of Shawinigan-Falls: to be deputy coroner for the district of Trois-Rivières, with jurisdiction over the city of Shawinigan-Falls and over that part of the electoral district of Saint-Maurice situate north of the city of Shawinigan-Falls.

Doctor R. Pierre Hubert, physician, of Cap-de-la-Madeleine: to be joint coroner for the district of Trois-Rivières, with jurisdiction over the electoral district of Champlain only.

Quebec, July 9, 1947.

Doctor J. Maurice Rouleau, physician, of Saint-Grégoire-de-Nicolet: to be coroner for the district of Nicolet.

19897

Sièges sociaux

LES ATELIERS PREVOST INC.
PREVOST COACH COMPANY

Le siège social de la compagnie a été fixé à Ste-Claire, comté de Dorchester.

Le Procureur,
Signé: WILBROD BHERER.

19868-o

Head Offices

LES ATELIERS PREVOST INC.
PREVOST COACH COMPANY

The head office of the company is fixed at Ste-Claire, county of Dorchester.

Signed: WILBROD BHERER,
Attorney.

19868

Avis est par la présente donnée que "Pellis Trading Inc." "Société Commerciale de Fourrure Inc." incorporée le 10 octobre 1946 a établi son siège social à 1475 rue Amherst, Montréal.

Notice is hereby given that "Pellis Trading Inc." "Société Commerciale de Fourrure Inc." incorporated on the 10th of October 1946 has established its head office at 1475 Amherst Street, Montreal.

Daté à Montréal, ce dix-septième jour de juillet 1947.

Dated at Montreal, this seventeenth day of July 1947.

19858-o Le Président,
JEAN-PAUL DAOUST.

19858-o JEAN-PAUL DAOUST,
President.

Canada, Province de Québec, District de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

LA COMPAGNIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC
LIMITÉE

LA COMPAGNIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC
LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que "La Compagnie Touristique du Québec Limitée", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées le 19ième jour de décembre 1946 et enregistrées le 20ième jour de décembre 1946 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau à Québec au numéro 171 de la rue Cartier.

Notice is hereby given that "La Compagnie Touristique du Québec Limitée", incorporated by letters patent issued on the 19th day of December, 1946, and registered on the 20th day of December, 1946, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at Quebec, at No. 171 Cartier Street.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce 7 juillet 1947.

Given at Quebec, July 7, 1947.

19859-o Le Secrétaire,
L. E. LANGIS GALIPEAULT.

19859 L. E. LANGIS GALIPEAULT,
Secretary.

Canada, Province de Québec, District de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

QUEBEC LAND COMPANY

QUEBEC LAND COMPANY

Avis est donné que la Compagnie "Quebec Land Company" constituée en corporation par lettres patentes enregistrées le 30 août 1906, libro 91, folio 20, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau jusqu'à aujourd'hui au numéro 229 rue St-Joseph, l'a transporté au numéro 569, 1ère avenue, Limoilou, en la cité de Québec.

Notice is given that the company "Quebec Land Company" incorporated by letters patent registered the 30th of August, 1906, vol. 91, folio 20, and having its head office in the city of Quebec where its office has been to date at No. 229 St. Joseph Street, has moved it to No. 569 First Avenue, Limoilou, in the city of Quebec.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce 16e jour de juillet 1947.

Given at Quebec, this 16th day of July, 1947.

19860-o Le Secrétaire,
A. TURGEON.

19860 A. TURGEON,
Secretary.

Canada, Province de Québec, district de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS DU CHANGEMENT D'ADRESSE
DU BUREAU PRINCIPAL

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS OF
HEAD OFFICE

Avis est donné que la compagnie "Hébert Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 11 septembre 1945, et ayant son bureau principal au numéro 65 quatrième rue, en la Cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté à 1567 De la Canardière, Québec.

Notice is given that the company "Hébert Inc." incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated September 11, 1945, and having its head office at No. 65 Fourth Street, in the City of Quebec, where its office has been situate to date, has moved it to 1567 De la Canardière, Quebec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce vingt-deuxième jour de juillet 1947.

Given at Quebec, this twenty-second day of July, 1947.

(Seau)

(Seal)

19882-o Le Président,
CLOVIS HÉBERT.

19882 CLOVIS HÉBERT,
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE D'IBERVILLE

TOWN OF IBERVILLE

Avis public est, par les présentes donné que, des soumissions écrites cachetées et enlées, "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi (heure avancée), le lundi, 11 août 1947, pour l'achat de \$78,200.00 d'obligations de la ville d'Iberville, datées du 1 septembre 1947 et remboursables en séries du 1 septembre 1948 au 1 septembre 1962 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2½, 2½ ou 2¾% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou varier suivant l'échéance. Ces obligations sont émises en vertu du règlement N° 94 de la ville d'Iberville aux fins et conditions mentionnées à une résolution adoptée par le conseil le 5 mai 1947 et deviendront échues suivant le tableau ci-après:—

Date	Capital
1 sept. 1948	\$ 3,500.00
1 sept. 1949	3,600.00
1 sept. 1950	3,900.00
1 sept. 1951	4,200.00
1 sept. 1952	4,300.00
1 sept. 1953	4,600.00
1 sept. 1954	4,800.00
1 sept. 1955	5,100.00
1 sept. 1956	5,300.00
1 sept. 1957	5,700.00
1 sept. 1958	6,000.00
1 sept. 1959	6,200.00
1 sept. 1960	6,700.00
1 sept. 1961	7,000.00
1 sept. 1962	7,300.00

Le capital et les intérêts seront payables, au choix du porteur, à Iberville, à Montréal ou à Québec. Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 et pourront être enregistrées quant au capital au bureau du soussigné; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chap. 212 des S. R. de Q. 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la ville d'Iberville, égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt sur les obligations est inclus ou non dans le montant de la soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du Conseil qui sera tenue le lundi 11 août 1947, à 7.30 du soir (heure avancée) en l'hôtel de ville de la ville d'Iberville.

Ladite ville d'Iberville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Iberville, P.Q., ce 14 juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
J. R. COURTEMANCHE.

Public notice is hereby given that written sealed tenders endorsed "Tender for bonds" will be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon (daylight saving time) Monday August 11th, 1947, for the purchase of the town of Iberville bonds amounting to \$78,200.00 dated Sept. 1st, 1947 and redeemable in series from September 1st, 1948 to September 1962 inclusively, the interest being payable semi-annually on the first day of March and the first day of September each year.

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2½, 2½ or 2¾% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. This issue has been authorized by the town of Iberville by-law No. 94 for the purpose duly mentioned to the resolution enacted by the Council, on May 5th, 1947, which bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
1st. Sept. 1948	\$ 3,500.00
1st. Sept. 1949	3,600.00
1st. Sept. 1950	3,900.00
1st. Sept. 1951	4,200.00
1st. Sept. 1952	4,300.00
1st. Sept. 1953	4,600.00
1st. Sept. 1954	4,800.00
1st. Sept. 1955	5,100.00
1st. Sept. 1956	5,300.00
1st. Sept. 1957	5,700.00
1st. Sept. 1958	6,000.00
1st. Sept. 1959	6,200.00
1st. Sept. 1960	6,700.00
1st. Sept. 1961	7,000.00
1st. Sept. 1962	7,300.00

Both the principal and interest will be payable at the holder's option at Iberville, at Montreal or at Quebec. These bonds will be issued in denomination of \$100.00 and multiples of \$100.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned. The bonds will be delivered as soon as possible after their sale.

The said bonds are, under the authority of Chap. 212, R.S.Q., 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Iberville, equal to 1% of the amount of this issue and must specify whether accrued interest on the bonds is included or not in the price of the tender.

The tenders will be considered at a special meeting of the Council to be held on Monday, August 11th, 1947 at 7.30 o'clock p.m. (daylight saving time), at the city hall office, of the town of Iberville.

The said town of Iberville reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Iberville, P.Q., this 14th day of July, 1947.

J. R. COURTEMANCHE,
Secretary-treasurer.

VILLE DE L'ABORD-A-PILOUFFE

TOWN OF L'ABORD-A-PILOUFFE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à mon bureau, 8 Avenue Mon Repos, Ville de L'Abord-à-Pilouffe, jusqu'à huit heures du soir, mardi le 12 août 1947, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations de la ville de l'Abord-à-Pilouffe, près Montréal, datées du premier juillet 1947, émises sous l'autorité du règlement no 2 de la ville de l'Abord-à-Pilouffe et remboursables suivant le tableau ci-après:

Public Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at my office, 8 Avenue Mon Repos, Town of L'Abord-à-Pilouffe, until eight o'clock in the evening on Tuesday, August 12th, 1947, for the purchase of \$130,000.00 of bonds of the Town of l'Abord-à-Pilouffe, near Montreal, dated July first 1947, issued under the authority of By-law no. 2 of the Town of L'Abord-à-Pilouffe and redeemable serially, as set forth in the following table:

1er juillet	Montant	July 1st	Amount
1948.....	\$ 1,700	1948.....	\$ 1,700
1949.....	1,800	1949.....	1,800
1950.....	1,800	1950.....	1,800
1951.....	1,900	1951.....	1,900
1952.....	1,900	1952.....	1,900
1953.....	2,000	1953.....	2,000
1954.....	2,100	1954.....	2,100
1955.....	2,100	1955.....	2,100
1956.....	2,200	1956.....	2,200
1957.....	2,200	1957.....	2,200
1958.....	2,300	1958.....	2,300
1959.....	2,400	1959.....	2,400
1960.....	2,500	1960.....	2,500
1961.....	2,500	1961.....	2,500
1962.....	2,600	1962.....	2,600
1963.....	2,700	1963.....	2,700
1964.....	2,800	1964.....	2,800
1965.....	2,900	1965.....	2,900
1966.....	2,900	1966.....	2,900
1967.....	86,700	1967.....	86,700

Les soumissions doivent être faites pour des obligations portant intérêt à trois pour cent (3%) par an. Ces intérêts seront payables les premiers janvier et juillet de chaque année à toute succursale de la Banque dans la Province, mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissions devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt acru.

Ces soumissions seront prises en considération à la séance régulière du Conseil qui sera tenue mardi le 12 août 1947, à huit heures p. m., à l'Académie St-Maxime, lieu ordinaire des séances du Conseil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville de l'Abord-à-Pilouffe, ce 10ième jour de juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER FRANCŒUR.
8 Avenue Mon Repos,
L'Abord-à-Pilouffe, P. Q.

19869-o

Province de Québec

Tenders must be made for bonds bearing interest at three per centum (3%) per annum. These interests will be payable on the first day of January and July of each year at any branch, in the Province, of the bank mentioned in the loan procedure.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, which deposit shall not bear interest.

The tenders must specify whether the price includes or does not include accrued interest.

The tenders will be taken into consideration at the regular meeting of the council which will be held on Tuesday, August the 12 th, 1947, at eight o'clock p. m., at St-Maxime Academy, ordinary place of meeting of the sessions of the council.

The council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Ville de L'Abord-à-Pilouffe, this 10th day of July 1947.

ROGER FRANCŒUR,
Secretary-treasurer,
8 Avenue Mon Repos,
L'Abord-à-Pilouffe, P. Q.

19869-o

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DU VILLAGE DE PONT-ROUGE, COMTÉ DE PORT-NEUF

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE VILLAGE OF PONT-ROUGE, COUNTY
OF PORTNEUF

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds" will be

pour obligations" seront reçues par la soussignée jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi, le 11 août 1947, pour l'achat de \$70,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Pont-Rouge, datées du 1er septembre 1947 et remboursables en séries du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 2½% par année pour les dix premières échéances et à 3% par année pour les dix échéances suivantes, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année, comme suit:

Tableau de remboursement—\$70,000.00—20 ans

Année	Capital
1 sept. 1948.	*\$4,700
1 sept. 1949.	* 4,900
1 sept. 1950.	* 5,000
1 sept. 1951.	* 5,200
1 sept. 1952.	* 5,300
1 sept. 1953.	* 5,500
1 sept. 1954.	* 5,700
1 sept. 1955.	* 5,800
1 sept. 1956.	* 6,000
1 sept. 1957.	* 6,200
1 sept. 1958.	1,400
1 sept. 1959.	1,400
1 sept. 1960.	1,500
1 sept. 1961.	1,500
1 sept. 1962.	1,500
1 sept. 1963.	1,600
1 sept. 1964.	1,600
1 sept. 1965.	1,700
1 sept. 1966.	1,700
1 sept. 1967.	1,800

* Comprend le versement d'un octroi au montant total de \$50,000 promis à la commission scolaire par le Secrétaire de la Province.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec ou Pont-Rouge.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Pont-Rouge qui sera tenue lundi le 11 août 1947, à 8 heures de l'après-midi, au Collège St-Charles de Pont-Rouge.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pont-Rouge, (Portneuf) ce vingt-deuxième jour de juillet 1947.

La Secrétaire-trésorière,
PAULINE LECLERC.

Bureau: Collège St-Charles de Pont-Rouge,
19861-o Comté de Portneuf.

received by the undersigned up to 8 o'clock in the evening, Monday, the eleventh day of August, 1947, for the purchase of \$70,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of the village of Pont-Rouge, dated the 1st of September 1947, and redeemable serially from the 1st of September, 1948 to the 1st of September 1967 inclusively, with interest at 2½% per annum for the first ten maturities and 3% per annum for the ten following, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year, as follows:

Table of redemption—\$70,000—20 years

Year	Capital
1 sept. 1948.	*\$4,700
1 sept. 1949.	* 4,900
1 sept. 1950.	* 5,000
1 sept. 1951.	* 5,200
1 sept. 1952.	* 5,300
1 sept. 1953.	* 5,500
1 sept. 1954.	* 5,700
1 sept. 1955.	* 5,800
1 sept. 1956.	* 6,000
1 sept. 1957.	* 6,200
1 sept. 1958.	1,400
1 sept. 1959.	1,400
1 sept. 1960.	1,500
1 sept. 1961.	1,500
1 sept. 1962.	1,500
1 sept. 1963.	1,600
1 sept. 1964.	1,600
1 sept. 1965.	1,700
1 sept. 1966.	1,700
1 sept. 1967.	1,800

The amounts with the "*" before them include payment of a grant to the amount of \$50,000 promised to the School Commission by the Provincial Secretary.

Capital and interest will be payable at Montreal, Quebec or Pont-Rouge.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date under authority of chapter 212, of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to their time of delivery.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the school commissioners for the municipality of the village of Pont-Rouge, to be held on Monday the 11th of August, 1947, at 8 o'clock in the evening, at the "Collège St-Charles de Pont-Rouge".

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Pont-Rouge, (Portneuf), this twenty-second day of July, 1947.

PAULINE LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Office: Collège St-Charles de Pont-Rouge,
County of Portneuf. 19861

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure

N° 7381 } LUCIEN ALFRED LADOUCEUR,
avocat, résident à Amos Abitibi
vs LOUIS THIBOUTOT, de Royal Roussillon
et Poularies ou de Ste-Rose de Poularies, district
d'Abitibi à savoir:

Le lot numéro trente trois (33) du rang dix (10)
du cadastre officiel pour le canton Poularies avec
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Macamic district d'Abitibi, le SAMEDI
9 AOUT prochain à TROIS heures après-midi
heure solaire.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.

Amos 26 Juin 1947.

19705-27-2-0

[Première insertion, 5 juillet 1947]

Province of Quebec — District of Abitibi
Superior Court

No. 7381 } LUCIEN ALFRED LADOUCEUR
advocate, residing at Amos, Abitibi
vs LOUIS THIBOUTOT, of Royal Roussillon
and Poularies or Ste-Rose de Poularies, district
of Abitibi, to wit:

Lot number thirty-three (33) of range ten (10)
of the official cadastre for the township Poularies
— with buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of
Macamic, district of Abitibi, on SATURDAY the
NINTH of AUGUST next, at THREE o'clock
in the afternoon (Standard Time).

Sheriff's Office,

Sheriff's Office, FERDINAND GERVAIS, Sheriff.

Amos, June 26, 1947.

19705-27-2

[First insertion, July 5, 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } ALPHONSE SENAY,
N° 252428 } demandeur, vs dame
ALBINA BOILEAU, veuve de Joseph-Georges
Garceau, tant personnellement qu'en sa qualité
de tutrice à ses enfants mineurs Jean Maurice et
Marcel Garceau, défenderesse, et MAURICE
BOURASSA, curateur au délaisement.

Comme appartenant à la défenderesse mais en
la possession du curateur au délaisement.

Deux lots de terre, situés sur la rue Beaudry,
dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de
Montréal, connus et désignés sous les Nos. 1093
et 1094 des plan et livre de renvoi officiels du
quartier Saint-Jacques, avec une maison portant
les numéros civiques 1919 à 1927 rue Beaudry,
et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.

Montréal, 23 juillet 1947.

19885-30-2-0

[Première insertion, 26 juillet 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } ALPHONSE SENAY,
No. 252428 } plaintiff, vs dame
ALBINA BOILEAU, widow of Joseph-Georges
Garceau, both personally and as tutrix to her
minor children Jean Maurice and Marcel Gar-
ceau, defendant; & MAURICE BOURASSA,
curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the
possession of the curator to the abandonment.

Two lots of land, situate on Beaudry Street,
in Saint James Ward, of the city of Montreal,
known and designated as Nos. 1093 and 1094
on the official plan and in the book of reference
for Saint James Ward, with a house bearing
civic numbers 1919 to 1927 Beaudry Street, and
other buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Mont-
real, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE, Sheriff.

Montreal, July 23, 1947.

19885-30-2

[First insertion, July 26, 1947]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Numéro 1157

—
Number 1157

—
Québec, le 17 juillet 1947.

—
Quebec, July 17, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de tra-
vail relative aux charpentiers doubleurs — na-
vigateur océanique — dans le port de Mont-
réal.

CONCERNING a collective labour agreement relat-
ing to the shipliners — ocean navigation — in
the Harbour of Montreal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts

WHEREAS, pursuant to the provisions of the
Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont soumis au Ministre du Travail, une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian American Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; Watts, Watts Co. Ltd.,

Et, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local affilié numéro 1552, pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947.

I. a) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Montréal.

b) *Juridiction industrielle*: Le présent décret régit tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Monship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; Watts, Watts Co. Ltd.,

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552, for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of the working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947.

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

b) *Industrial jurisdiction*: The present decree applies to all fitting of ocean-going vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

Il régit aussi tout travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débardage, mais ne s'applique pas aux employés permanents exécutant ce travail.

II. *Taux de salaires et durée du travail:* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaire horaire</i>
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.13
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	1.69½

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas. Les salariés ne doivent pas être requis de travailler pendant deux périodes consécutives de repas.

d) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail.

Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils seront alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écouteille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaire horaire</i>
De 8.00 a.m. à 5.00 p.m.	\$1.23
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	1.84½

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables.

f) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$1.28 de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de \$1.92 de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage "bleeding" des sacs.

It also governs all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

<i>Distribution of the hours of labour:</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1.13
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	1.69½

b) Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) Should the employees be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals. The employees shall not be required to work through two successive meal periods.

d) The employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour, until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

<i>Distribution of the hours of labours</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to 5 p.m.	\$1.23
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 1.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	1.84½

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "a" of the present section.

f) Starting times for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which-nitrate-lamp-black or carbon black in bags, lime in bags, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$1.28 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and \$1.92 per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and midnight and 5.00 a.m.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of bags

III. *Dispositions spéciales:* a) L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b) S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins dix (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutilles munies ou non d'alimentateur ("feeders"). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, tel que celui qui consiste à faire des divisions, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers-doubleurs ne peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponibles.

IV. La distribution des heures de travail ci-haut mentionnée est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

V. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1947 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

19875-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1156

Québec, le 17 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et Saint-Joseph d'Alma.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau, région du Lac Saint-Jean, a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 810 du 10 mars 1945, et amendement, relatif aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et Saint-Joseph d'Alma;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947;

ATTENDU que des objections ont été formalisées contre l'approbation de ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

III. *Special provisions:* a) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of ten men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders but members of this gang can be utilized for minor work, such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

IV. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

VI. *Duration of the decree:* The present decree remains effective until the 31st of December 1947. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the contrary, within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31st, 1947, or prior to December 31st, of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

19875-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1156

Quebec, July 17, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the trade and office employees in the City of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Commerce and Office Employees, Lake St. John District, has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 810 of March 10, 1945, and amendments, relating to the trade and office of employee in the City of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947;

WHEREAS objections have been made against the approval of the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

Que ledit décret, numéro 810, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "i" de l'article I est remplacé par les suivants:

"i) Le terme "chef-du-personnel" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou plusieurs salariés dans un établissement régi par le présent décret, même sous la direction d'un gérant."

"ii) Le terme "chef de département" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou plusieurs départements dans un établissement régi par le présent décret, même sous la direction d'un gérant."

2° Les mots, "restaurants, cafés" sont radiés du paragraphe "d" de l'article IV.

3° Les paragraphes "a", "b", "c", "d", "e" et "f" de l'article XIII sont remplacés par les suivants:

"a) *Etablissements commerciaux de détail:*

Catégories:	Salaire hebdomadaire	
	hommes	femmes
Surintendant	\$57.50	
Gérant	52.90	
Chef de département, gérant adjoint	34.50	\$25.45
Comptable, teneur de livres, percepteur	28.75	20.00
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, sténographe et dactylographe:		
première année	9.80	9.80
deuxième année	12.20	12.20
troisième année	18.40	17.80
Chef du personnel (homme)	29.90	
Chef du personnel (femme)		19.00
1er semestre		20.00
2ième semestre		22.00
3ième semestre		25.45
4ième semestre		18.40
Caissier ou caissière	18.40	17.80
Commis:		
premier semestre	9.80	9.80
deuxième semestre	10.90	10.90
deuxième année	12.20	12.20
troisième année	14.40	14.40
quatrième année	18.10	15.50
cinquième année	24.15	16.75
sixième année	24.15	17.80
septième année	24.15	19.00
huitième année et plus	29.90	19.00
Livreur avec voiture ou camion:		
Première année	11.50	
deuxième année	14.40	
troisième année	19.00	
quatrième année	21.85	
cinquième, sixième et septième années	24.70	
huitième année et plus	29.90	
Livreur à bicyclette	9.80	

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

Solliciteur à commission:

premier semestre	\$12.65	\$12.00
deuxième semestre	14.95	14.40
deuxième année	18.40	18.10
troisième année et plus	24.15	24.15

Les solliciteurs ou vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant."

"b) *Etablissements commerciaux autres que ceux de détail:*

Surintendant	\$57.50
Gérant	51.75

That the said decree, number 810, be amended as follows:

1° Subsection "i" of section I is replaced by the following ones:

"i) The word "supervisor" means any employee who is in charge of one or more employees in an establishment governed by the decree, even under the direction of a manager."

"ii) The words "Departmental manager" mean an employee entrusted with the direction of one or more departments in an establishment governed by the present decree, even under the direction of a manager."

2. The words "restaurants, cafes" are deleted from subsection "d" of section IV.

3. Subsections "a", "b", "c", "d", "e" and "f" of section XIII are replaced by the following:

"a) *Commercial establishments (Retail):*

Categories:	Weekly wages	
	male	female
Superintendent	\$57.50	
Manager	52.90	
Departmental manager, Assistant-Manager	34.50	\$25.45
Accountants, book-keepers, collectors	28.75	20.00
Assistant-accountant, assistant book-keeper, Stenographer, Typist:		
first year	9.80	9.80
second year	12.20	12.20
third year	18.40	17.80
Supervisor (male)	29.90	
Supervisor (female):		
1st six months	19.00	
2nd six months	20.00	
3rd	22.00	
4th	25.45	
Cashier	18.40	17.80
Clerk:		
first six months	9.80	9.80
second six months	10.90	10.90
second year	12.20	12.20
third year	14.40	14.40
fourth year	18.10	15.50
fifth year	24.15	16.75
sixth year	24.15	17.80
seventh year	24.15	19.00
eighth year and thereafter	29.90	19.00
Delivery man with vehicle or truck:		
first year	11.50	
second year	14.40	
third year	19.00	
fourth year	21.85	
fifth, sixth and seventh year	24.70	
eighth year and thereafter	29.90	
Delivery man with bicycle	9.80	

Bicycle and accessories shall be furnished by the employer who must also provide for repairs.

Commission agents:

first six months	\$12.65	\$12.00
second six months	14.95	14.40
second year	18.40	18.10
third year and thereafter	24.15	24.15

Commission agents and salesmen shall not be held responsible for the sales approved by the employer or this manager."

"b) *Commercial establishments (other than retail):*

Superintendent	\$57.50
Manager	51.75

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	hommes	femmes
Assistant-gérant	41.40	
Comptable, teneur de livres ..	29.90	
Aide-comptable, caissier	23.00	
Commis:		
première année	12.65	\$12.20
deuxième année	16.10	15.50
troisième année	19.55	16.75
quatrième année et plus ..	23.00	17.80
Livreur avec voiture ou camion	28.75	
Aide-livreur	11.50	
Voyageur, vendeur à commission et percepteur	28.75	19.00"

"c) Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus mentionnées: Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.45 l'heure; toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.30 l'heure.

Un salarié travaillant plus de 40 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

Une salariée travaillant plus de 30 heures mais moins que le maximum d'heures prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie."

"d) Employés surnuméraires: Le terme "employés surnuméraires" pour les catégories énumérées ci-dessus, désigne les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.30 l'heure pour les femmes et de \$0.45 l'heure pour les hommes."

"e) Etablissements financiers, établissements industriels, corporations municipales ou scolaires:

Gérant, comptable en chef, trésorier, commis en chef et secrétaire-trésorier	\$52.90	
Assistant-gérant, assistant-comptable en chef, assistant-trésorier, assistant-commis en chef et assistant-secrétaire-trésorier	44.25	
Comptable, caissier	41.40	
Teneur de livres, percepteur préposé à la lecture des compteurs	35.65	
Commis, sténographe, dactylographe	29.90	
Secrétaire-trésorier de municipalité rurale	24.15	
Commis junior, sténographe, dactylographe:		
première année	12.10	\$12.10
deuxième année	15.50	15.50
troisième année	21.85	20.30
quatrième année	26.45	
cinquième année et plus ..	29.90	"

"f) Etudes professionnelles:

Employés de bureau:		
première année	\$ 9.80	\$ 9.80

Catégories:	Weekly wages	
	male	female
Assistant-Manager	41.40	
Accountant, book-keeper	29.90	
Assistant-accountant, cashier	23.00	
Clerks:		
first year	12.65	12.20
second year	16.10	15.50
third year	19.55	16.75
fourth year and thereafter ..	23.00	17.80
Delivery man with vehicle or truck	28.75	
Delivery man's helper	11.50	
Travelling salesman, commission agent and collector ..	28.75	19.00"

"c General provisions for all categories mentioned here above: Any employee, except delivery men using bicycles, working less than forty (40) hours per week shall be considered as an extra employee and shall be paid at the rate of 0.45 per hour; any female employee working less than thirty (30) hours per week shall be considered as an extra female employee and shall be remunerated at the rate of \$0.30 per hour.

Any male employee working, at the request of the employer, more than forty (40) hours but less than the maximum provided for his category shall receive from the employer a weekly remuneration equal to that which would be owed to him if he has worked the maximum number of hours specified for his category.

Any female employee working, at the request of the employer, more than thirty (30) hours but less than the maximum number of hours provided for her category shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her if she had worked the maximum number of hours specified for her category."

"d) Supernumerary employees: The words "supernumerary employees", for the categories mentioned here above, mean employees who, in addition to the employees usually working when the establishment is open, are hired intermittently during certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.30 per hour for women and \$0.45 per hour for men."

"e) Financial institutions, industrial establishments, municipal or school corporations:

Manager, chief-accountant, treasurer, head-clerk and secretary-treasurer	\$52.90	
Assistant-manager, assistant-chief-accountant, assistant-treasurer, assistant-head-clerk, assistant-secretary-treasurer	44.25	
Accountant, cashier	41.40	
Book-keeper, collector meter-reader	35.65	
Clerk, stenographer, typist ..	29.90	
Secretary-treasurer of rural municipalities	24.15	
Junior clerk, stenographer, typist:		
first year	12.10	12.10
second year	15.50	15.50
third year	21.85	20.30
fourth year	26.45	
fifth year and thereafter ..	29.90"	

"f) Professional men's offices:

Office employees:		
first year	9.80	9.80

deuxième année. 12.10 10.90
troisième année. 18.40 13.20"
(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
19870-o Greffier du Conseil Exécutif.

second year. 12.10 10.90
third year and thereafter. 18.40 13.20"
(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
19870-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1156

Québec, le 17 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif
à l'Industrie de la Chapellerie pour dames et
enfants dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts
refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amende-
ments), le Comité conjoint de la Chapellerie pour
dames et enfants dans la province de Québec a
présenté au ministre du Travail une requête à
l'effet de modifier le décret numéro 142 du 22
janvier 1947, relatif à l'industrie de la chapellerie
pour dames et enfants;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la
Gazette officielle de Québec, édition du 31 mai 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée
contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la pro-
position de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 142, soit modifié de la
façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article II est rempla-
cé par le suivant:

"II. Jurisdiction: a) Territoriale: La jurisdic-
tion territoriale déterminée par le présent décret
comprend toute la province de Québec.

Aux fins d'application, cette juridiction est divi-
sée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire comp-
ris dans un rayon de cinquante (50) milles de
ses limites.

Zone II: Toute la province, à l'exclusion du
territoire compris dans la zone I."

2° L'article III est modifié:

i. en remplaçant le paragraphe "a" par le sui-
vant:

"a) Les taux de salaires minima sont les sui-
vants pour les salariés qualifiés de chacun des mé-
tiers ci-contre:

ZONE I

Métiers:	Salaires hebdo- madaire	Salaires horaire
Préposé au blocage à la main	\$45.60	\$1.14
Bloqueur.	42.10	1.05 $\frac{1}{4}$
Préposé à la couture des tissus	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Préposé à la couture des pail- les	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Coupeur.	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Drapeuse	28.60	0.71 $\frac{1}{2}$
Drapeuse préposée aux garni- tures	25.13	0.63
Préposée aux garnitures.	22.65	0.56 $\frac{1}{2}$

Zone II: 10% de moins que les taux minima
fixés pour la zone I."

ii. en ajoutant un nouveau paragraphe "g" com-
me suit:

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1156

Quebec, July 17, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating
to the women's and children's headwear indus-
try in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the
Collective Agreement Act (Revised Statutes of
Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the
Joint Committee of the Millinery and Women's
and Children's Headwear Industry of the
Province of Quebec has submitted to the Minister
of Labour a request to amend the decree number
142 of January 22, 1947, relating to the women's
and children's headwear industry;

WHEREAS the said request has been published
in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 31,
1947;

WHEREAS no objection has been made against
its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommen-
dation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 142, be amended
as follows:

1. Subsection "a" of section II is replaced by
the following:

"II. Jurisdiction: a) Territorial: The territo-
rial jurisdiction determined by the present decree
comprises the entire Province of Quebec.

For the purposes of enforcement, this juris-
diction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the terri-
tory comprised in a radius of fifty (50) miles
from its limits.

Zone II: The entire Province, with the excep-
tion of the territory comprised in zone I."

2. Section III is amended:

i. by replacing subsection "a" with the follow-
ing:

"a) The minimum wage rates shall be as
follows in each of the following trades for skilled
workers:

ZONE I

Trades:	Weekly Wages	Hourly Wages
Hand Blocker.	\$45.60	\$1.14
Blocker.	42.10	1.05 $\frac{1}{4}$
Fabric Operator.	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Straw Operator.	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Cutter.	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Draper	28.60	0.71 $\frac{1}{2}$
Trimmer Draper	25.13	0.63
Trimmer.	22.65	0.56 $\frac{1}{2}$

Zone II: 10% less than the minimum rates set
for zone I."

ii. by adding a new subsection "g", to wit:

"g) *Vacances payées*: i. Tous les salariés assujettis aux dispositions du présent décret et qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins six mois avant le 30 juin de chaque année, et au moins un an dans l'industrie, ont droit à une semaine de vacances payée tel que prévue ci-après.

ii. Subordonnement aux dispositions de l'alinéa précédent, la période de vacances est fixée entre le 22 juin et le 9 juillet de chaque année. La semaine de vacances doit être déterminée entre l'employeur et les salariés et l'on doit prendre en considération les besoins de l'entreprise pour chaque employeur.

iii. Tous les salariés qui, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, ont à leur crédit un total d'heures équivalant à huit mois complets de travail, c'est-à-dire à un minimum de 1,400 heures de travail pendant ladite période pour leur employeur actuel, doivent recevoir la rémunération d'une semaine de travail à leur taux hebdomadaire, comme rémunération de vacances.

iv. Tous les salariés qui, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, ont à leur crédit moins que huit mois complets, c'est-à-dire un minimum de 1,400 heures de travail, pendant ladite période pour leur employeur actuel, doivent recevoir 2% de leur salaire brut durant ladite année avec leur employeur actuel comme rémunération de vacances.

v. Dans les cas où le salarié peut se prévaloir des dispositions précédentes mais n'a pas travaillé pour son employeur actuel durant toute l'année précédente, la compilation complète de ses états de services pour l'année précédente doit être utilisée comme base pour les calculs, ci-haut décrits.

vi. La rémunération pour les vacances doit être versée aux salariés avant les vacances mais doit être considérée comme une avance par l'employeur à chaque salarié, à la condition que chaque salarié retourne à son travail au plus tard le 16 juillet de chaque année, après la période des vacances.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19871-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1156

Québec, le 17 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

SECTION "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret:

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 31 mai 1947;

"g) *Vacation with pay*: i) All employees governed by the provisions of the present decree and who have been in the employ of their employer at least six months previous to June 30th in any year, and at least one year in the industry, are entitled to a vacation of one week with pay as hereinafter provided.

ii. Subject to the provisions of the foregoing paragraph, the vacation period is fixed between June 22nd and July 9th in any year. The vacation week shall be determined between the employer and employees, taking into consideration the business requirements of the individual employer.

iii. All employees who, during the months of January 1st to December 31st, in any year, have worked a minimum total number of hours comprising eight full months of work, that is, a minimum of fourteen hundred (1400) working hours during the said period for their present employer, shall receive one week's pay at their individual weekly rate, as vacation pay.

iv. All employees who, from January 1st to December 31st in any year, have worked less than eight full months, that is, a minimum of fourteen hundred (1400) working hours during the said period for their present employer, shall receive 2% of their gross earnings during the said year with the present employer as vacation pay.

v. In cases where employees qualify under the above provisions, but have not a complete working record with their present employer for the preceding year, their entire working record for the preceding year shall be used as a basis for the foregoing calculations.

vi. Vacation pay shall be paid to the employees prior to vacation, but shall be considered as an advance by the employer to the individual employee, subject to the fulfilment of the condition that the individual employee return to his or her work not later than July 16th in any year after the vacation period."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

19871

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1156

Quebec, July 17, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

PART "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, rendered obligatory by the decree number 2684 of October 9, 1941, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 31, 1947;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2684, soit modifié de la façon suivante:

1. L'article IV est remplacé par le suivant:

"Durée du travail: a. Pour les barbiers et les coiffeurs, ainsi que pour les apprentis et les compagnons, la durée des heures de travail est répartie comme suit:

1.—Dans les comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

L'avant-veille de Noël et du Jour de l'An: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

2.—Dans le comté de Roberval, sauf le village de Normandin:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Toutefois, à partir du 15 décembre jusqu'au 31 décembre inclusivement, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b. Pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, sauf la municipalité de village de Normandin, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

Cependant, durant les mois de juin, juillet, août et septembre, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: 8.00 a.m. à midi.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

c. Chaque jour de travail, les salariés doivent avoir une (1) heure pour le dîner et les vendredi et samedi, ils ont en outre une heure pour le souper.

d. Il n'y a pas de travail le dimanche, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, la Fête de Dollard (24 mai), la Confédération et la Fête du Travail, ainsi que le lendemain de Noël et du Premier de l'An, sauf si ce lendemain tombe un samedi.

e. L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans les municipalités intéressées.

f. Tout employeur doit accorder à son ou ses salariés six (6) jours de vacances payées. Ces jours de vacances doivent être répartis au cours de l'année, à la discrétion de l'employeur, à condition, toutefois, que le salarié ait travaillé durant une année entière à l'emploi du même employeur dans son salon.

WHEREAS objections have been made against the said request and they have been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2684, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:

"IV. Duration of work: a. The hours mentioned in the present decree shall be based on the time enforced in the municipalities concerned.

a For barbers and hairdressers, and for apprentices and journeymen, the duration of the working hours is distributed as follows:

1. In the counties of Chicoutimi and Lake St. John:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

The second day before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

2. In the county of Roberval, with the exception of the village of Normandin:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 15 to December 31 inclusive, the working hours are from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b. For ladies male and female hairdressers, in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, with the exception of the village municipality of Normandin, the hours are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

One overtime hour is allowed to finish the work begun before the expiration of the duration of working hours.

However, during the months of June, July, August and September, the hours of work are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to midday.

One overtime hour is allowed to finish the work begun before the expiration of the duration of working hours.

c) Every working day the employees shall have one hour off for the noon meal and, on Friday and Saturday, another hour off for the evening meal.

d) No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Dollard Day, (May 24), Dominion Day and Labour Day, as well as on the day after Christmas and New Year's except when such day falls on Saturday.

e. The time mentioned in the present decree shall be that in force in the municipalities concerned.

f. Every employer shall give his employee or employees a vacation of six (6) days, with pay. These days shall be distributed during the year, at the option of the employer provided, however, that the employee has worked one entire year for the same employer in the latter's parlor."

Clause conditionnelle: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

2. Le paragraphe "c" de l'article V est remplacé par le suivant:

"c. *Coiffeurs et coiffeuses pour dames:* Le salaire minimum hebdomadaire des apprentis-coiffeurs et coiffeuses pour dames est le suivant:

Après le premier trimestre	\$ 3.00
Après le deuxième trimestre	4.00
Après le troisième trimestre	5.00
Durant le premier semestre de la deuxième année	6.00
Après le premier semestre de la deuxième année	7.00
Durant le premier semestre de la troisième année	8.00
Après le premier semestre de la troisième année	9.00
Durant le premier semestre de la quatrième année	10.00
Après le premier semestre de la quatrième année	11.00
Le salaire minimum hebdomadaire des compagnons coiffeurs et coiffeuses est le suivant:	
La première année	\$12.00
Compagnons de deux années d'expérience et plus	15.00
Coiffeuses pour dames	15.00"

3. Le paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"a. Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

<i>Barbiers et coiffeurs pour hommes:</i>	
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
les lundi, mardi, mercredi et jeudi	\$ 0.45
les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, ainsi que les deux jours précédant Noël et le Premier de l'An	0.50
Cheveux pour enfants de moins de 14 ans:	
les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.30
les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.40
Cheveux en brosse et "Hollywood" pour hommes:	
les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.75
les samedi et veilles de fêtes chômées	0.90
Cheveux en brosse et "Hollywood" pour enfants de moins de 14 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Barbe coupée aux ciseaux	0.35
Barbe ordinaire	0.25
Barbe avec "Camphor Ice"	0.35
Crème au "Lilas" avec friction	0.25
Coupe des sourcils	0.10
Coupe des poils follets	0.10
Arranger la moustache	0.10
Teinture de la moustache	0.15
Rasage du cou	0.15

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barber's shops and hairdressing or beauty parlors must not constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities."

2. Subsection "c" of section V is replaced by the following:

"c *Ladies' hairdressers:* The minimum weekly wages of the ladies hairdresser apprentices are as follows:

After the first three months	\$3.00
After the second three months	4.00
After the third three months	5.00
During the first six months of the second year	6.00
After the first six months of the second year	7.00
During the first six months of the third year	8.00
After the first six months of the third year	9.00
During the first six months of the fourth year	10.00
After the first six months of the fourth year	11.00
The minimum weekly wages of the hairdresser journeymen are as follows:	
First year	\$12.00
Journemen with two or more years of experience	15.00
Ladies female hairdressers	15.00"

3. Subsection "a" of section VI is replaced by the following:

"a) The professional employers, the employees and the artisans shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

<i>Men's barbers and hairdressers:</i>	
Haircut — adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.45
Saturday and holiday eves and the two days before Christmas and New Year's Day	0.50
Haircut — children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.30
Friday, Saturday and holiday eves	0.40
Brushcut and "Hollywood" haircut — men:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.75
Saturday and holiday eves	0.90
Brushcut and "Hollywood" haircut — children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Shave (with scissors)	0.35
Shave (ordinary)	0.25
Shave with Camphor Ice	0.35
"Lilas" cream and rubbing	0.25
Cutting of eyebrows	0.10
Cutting of downs	0.10
Arranging of the moustache	0.10
Dyeing of the moustache	0.15
Neckshave	0.15

Rasage des favoris et des côtés du cou	0.15	Shaving of whiskers and sides of the neck	0.15
Flambage des cheveux	0.35	Singeing of the hair	0.35
Shampooing ordinaire	0.50	Ordinary shampoo	0.50
Shampooing sec	0.50	Dry shampoo	0.50
Shampooing à l'huile	1.50	Oil shampoo	1.50
Massage ordinaire	0.50	Ordinary massage	0.50
Massage à l'huile	1.50	Oil Massage	1.50
Lotion	0.35	Lotion	0.35
Massage à la glaise	1.00	Mud Pack	1.00
Pétrole Rogier	0.35	Pétrole Rogier	0.35
Tonique	0.35	Tonic	0.35
Eau de Cologne	0.15	"Eau de Cologne"	0.15
Fixatif	0.25	Fixature	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50	Sharpening of a razor	0.50
Aiguisage de ciseaux	0.35	Sharpening of scissors	0.35
Murine	0.10	Murine	0.10
Utilisation du vibreur électrique et du séchoir électrique	0.25	Use of the electric vibrator and dryer	0.25
Teinture des cheveux pour hommes	5.00	Dyeing of the hair — men	5.00
Vitalis	0.35	Vitalis	0.35

Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Ladies' male and female hairdressers:

Cheveux pour dames, au rasoir	0.75	Haircut with razor — ladies	0.75
Cheveux pour dames, aux ciseaux	0.50	Haircut with scissors — ladies	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50	Scalp treatment	1.50
Shampooing ordinaire pour dames	0.50	Ordinary shampoo — ladies	0.50
Shampooing Silhouette	0.75	"Silhouette" shampoo	0.75
Ondulation permanente pour hommes	4.00	Permanent wave — men	4.00
Ondulation permanente pour enfants en dessous de 14 ans	3.00	Permanent wave — children under 14 years of age	3.00
Ondulation permanente pour dames	4.00	Permanent wave — ladies	4.00
Ondulation permanente (chimique) pour dames	5.00	Permanent wave (chemical pads) — ladies	5.00
Ondulation permanente (chimique) pour enfants	4.00	Permanent wave (chemical pads) — children	4.00
Ondulation permanente à froid	10.00	Cold wave	10.00
Frisette permanente individuelle	0.50	Permanent curls, each	0.50
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Ondulation de fantaisie	1.00	Fancy wave	1.00
Ondulations Komol, Marcel et papier	1.00	Komol, Marcel and Paper wave	1.00
Teinture de cheveux pour dames	7.00	Dyeing of the hair — ladies	7.00
Teinture de cheveux pour hommes	5.00	Dyeing of the hair — man	5.00
Retouche de teinture	3.50	Retouching of dyed hair	3.50
Manucure	0.75	Manicure	0.75
Massage	1.00	Massage	1.00
Épilation des sourcils	0.50	Plucking of eyebrows	0.50
Peignage des cheveux à sec — dames	0.50	Dry combing of the hair — ladies	0.50
Laque	0.35	Lacquer	0.35

4. Les paragraphes "a" et "b" de l'article VII sont remplacés par les suivants:

"a. Aucun apprenti barbier, coiffeur ou coiffeuse ne peut être accepté avant seize ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa huitième année du cours élémentaire."

"d. L'apprentissage du métier de barbier comporte trois (3) ans d'étude et de pratique du métier sous la surveillance continue de maîtres-barbiers coiffeurs qualifiés tenant un salon.

L'apprentissage du métier de coiffeur ou de coiffeuse comporte quatre (4) années d'étude et de pratique du métier sous la surveillance continue de coiffeurs ou de coiffeuses qualifiées, tenant un salon de coiffure."

5. Les paragraphes "a" et "b" de l'article VIII sont remplacés par les suivants:

"a. Tout individu qui demande à domicile un barbier, un coiffeur ou une coiffeuse pour exécuter un travail compris dans le métier doit payer le minimum suivant: \$0.75 pour laisser le salon et se rendre au domicile du client, plus le prix fixé pour tel travail exécuté à domicile suivant la liste des prix minima des services mentionnés plus haut. Ceci comprend également les ma-

4. Subsections "a" and "b" of section VII are replaced by the following:

"No barber or hairdresser apprentice may be accepted before the sixteenth year of his age. He must have completed at least the eighth year of the Elementary Course."

"d The apprenticeship of the barber trade consists of three (3) years of study and practice of the trade under the continuous direction of qualified master barbers and hairdressers keeping a parlor.

The apprenticeship of the hairdressing trade consists of four (4) years of study and practice of the trade under the continuous direction of qualified male or female hairdressers keeping a hairdressing parlor."

5. Subsections "a" and "b" of section VIII are replaced by the following:

"a) — Anyone requesting the services of a barber or hairdresser at home to perform work included in the trade shall pay the following minimum price: \$0.75 to leave the parlor and go to the customer's house plus the prices established for the work performed at home according to the table of minimum prices for the services hereabove mentioned. This also includes the sick persons

lades et les personnes retirées dans les hôpitaux, maisons de pension ou autres qui requièrent les services d'un barbier, d'un coiffeur ou d'une coiffeuse tenant un salon."

"b. Lorsqu'un barbier-coiffeur se rend dans une maison d'éducation pour y exécuter son métier, le prix de la coupe des cheveux est de \$0.45 les lundi, mardi, mercredi et jeudi et de \$0.50 les vendredi et samedi et la veille des fêtes chômées."

6. L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. Divers: a. Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse pour dames n'a le droit de louer dans un salon de beauté une ou plusieurs chaises à un ou des salariés, pour leur propre bénéfice."

b. Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse n'a le droit de louer ou d'ouvrir un salon à son nom, pour le bénéfice d'un apprenti ou d'une coiffeuse non qualifiée."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19872-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1158

Québec, le 17 juillet 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — Havre de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S) Ltd; Triton Steamship Co.; Watts, Watts Co. Ltd;

or those in hospitals, boarding houses or others who request the services of a barber or a hairdresser keeping a parlor."

"b) — When a barber or hairdresser goes to an educational establishment to ply his trade, the price for a haircut shall be \$0.45 on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; on Friday, Saturday and holiday eves: \$0.50."

6. Section IX is replaced by the following:

"IX. Miscellaneous: a) No barber or ladies hairdresser has the right to let, in a beauty parlor, one or more chairs to one or more employees, for their own benefit."

b) Nor barber or hairdresser has the right to rent or open a parlor under his own name for the benefit of an apprentice or of a female hairdresser not qualified."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

19872-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1158

Quebec, July 17, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S) Ltd; Triton Steamship Co.; Watts, Watts Co. Ltd;

ET D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local numéro 1657, pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947.

I. a) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend le Hâvre de Montréal.

b) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret régit tous les vérificateurs et tonneliers, travaillant sur les navires océaniques dans le Hâvre de Montréal.

II. *Heures de travail et taux de salaires*: Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail</i>	<i>Salaire horaire vérificateurs et tonneliers</i>
Travail de jour:	
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.05
Travail de nuit:	
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., lorsque requis, de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	1.57½

b) Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail de nuit

III. *Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail*: a) Les heures des repas sont distribuées entre 5.00 a.m. et 8.00 a.m. midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Tout travail exécuté par les salariés pendant ces périodes doit être rémunéré au double du taux de salaire établi, et ce, jusqu'à ce que lesdits salariés soient renvoyés pour leur repas.

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

c) A moins de raison suffisamment grave, les employeurs doivent s'abstenir de faire travailler les salariés durant les heures de repas, ainsi que les dimanches et jours de fêtes.

d) Les salariés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit doivent être rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils ont été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article

e) En cas d'arrêt du travail sur le navire pour cause de mauvaise température, les salariés doivent recevoir une rémunération additionnelle

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 1657,

for the employers and the employees of the occupations concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of the working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947.

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

b) *Professional jurisdiction*: The present decree governs all checkers and coopers working on ocean-going vessels in the Harbour of Montreal.

II. *Hours of labour and rates of wages*: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

<i>Distribution of hours of labour</i>	<i>Hourly rates Checkers and Coopers</i>
Day work:	
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m..	\$1.05
Night work:	
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required),	
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	1.57½

b) All work performed between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be considered as night work.

III. *Special provisions relating to wages and duration of labour*: a) Meal hours are distributed between 5.00 a.m. and 8.00 a.m. noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods, shall receive double time, at the prevailing rate, until relieved for meals.

b) All work performed on Sundays, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day and All Saints Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c) The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d) The employees put to work during the day or night shall receive the full working period for which they have been called; however, this provision is subject to sub-sections "e" and "f" of the present section.

e) When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing

équivalente à une heure de salaire au taux établi en plus du travail déjà accompli.

f) Les salariés requis de travailler aux malles messageries ou bagages les dimanches, la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail ou la Toussaint doivent recevoir une rémunération minimum équivalant à deux heures de travail au taux réglementaire; cette rémunération compte à partir de l'heure pour laquelle ils ont été appelés, s'ils se rapportent à cette heure.

g) L'employeur doit aviser les salariés avant l'expiration de toute période de travail s'ils sont requis pour la période suivante.

h) Les salariés qui ne sont pas mis au travail doivent quitter le quai à 8.30 a.m. et 1.30 p.m.

IV. *Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers:* a) Les vérificateurs employés temporairement comme premiers vérificateurs, à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir au moins dix cents (\$0.10) additionnels l'heure.

b) Les vérificateurs exécutant du travail de bureau doivent recevoir cinq cents (\$0.05) l'heure en plus du taux réglementaire.

c) Les employeurs ont le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement, pour le travail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés réguliers ne sont pas assujettis au décret.

d) Le peinturage des cargaisons est compris dans le travail des vérificateurs et des tonneliers.

V. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1947 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

19876-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1174

Québec, le 24 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT le tarif des registrateurs

ATTENDU qu'en vertu de l'article 38 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les tarifs des honoraires que doivent recevoir les registrateurs pour les divers services rendus par eux et que ces honoraires sont alors substitués à ceux fixés par l'article 35 de ladite loi ou par toute autre disposition;

ATTENDU que, vu l'entrée en vigueur, à compter du premier septembre 1947, de la Loi instituant l'enregistrement par dépôt à l'égard de certains actes (11 George VI, chapitre 72), il y a lieu de changer certains items du tarif actuel des registrateurs.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général:

1. Que l'article 1 du tarif des registrateurs soit remplacé par le suivant:

rate, in addition to any hour or hours already worked.

f) The employees called to work mails, express or baggage on Sunday, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day or All Saints Day shall be paid from the hour at which they are called to report and do report, with a minimum of two hour's pay at the prevailing rate.

g) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they will be required for the following period.

h) Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 8.30 a.m. and 1.30 p.m.

IV. *Specia' provisions concerning the checkers and coopers:* a) Checkers, when employed temporarily as head checkers on stowage or as warehousemen shall be paid not less than ten (\$0.10) additional cents per hour.

b) Checkers doing office work shall receive five (\$0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c) Employers have the right to use their regular weekly or monthly-paid employees in connection with any checking and cooping work to be done on the wharves; such employees not to be governed by the decree.

d) Painting of cargoes is included in the work done by checkers and coopers.

V. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until December 31, 1947; it will then be renewed automatically from year to year, unless either party serves written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31, 1947, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

19876-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1174

Quebec, July 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff of registrars.

WHEREAS in virtue of the provisions of section 38 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may make tariffs of fees to be taken by registrars, for the several services and duties performed by them, and such fees shall then be substituted for those fixed by section 35 of the said Act or by any other enactment.

WHEREAS in view of the coming into force, on and from the first of September, 1947, of the Act respecting the registration by deposit with respect to certain rights (11 George VI, chapter 72), it is expedient to change certain items of the present tariff of registrars.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Attorney General:

1. That section 1 of the tariff of registrars be replaced by the following:

"1. Pour la transcription de tout titre ou document enregistré par transcription, ou pour le dépôt du bordereau d'un titre ou document enregistré par bordereau, ou pour le dépôt de tout titre ou document enregistré par dépôt, si le nombre de mots compris dans tel titre ou document transcrit, ou compris dans tel bordereau, ou compris dans tel titre ou document enregistré par dépôt, n'excède pas quatre cents. . . . \$2.00

Pour chaque cent mots additionnels, tout nombre moins que cent mots devant compter cent mots. . . . \$0.10

Néanmoins les honoraires prévus par le présent article ne sont pas exigibles pour le dépôt du certificat du contrôleur du revenu de la province, ni pour le dépôt du certificat du percepteur des droits sur les successions, lesquels dépôts sont sujets aux honoraires fixés par l'article 7a de ce tarif; ni au dépôt, pour enregistrement par dépôt, d'un acte d'hypothèque, de nantissement ou de gage autorisé par la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), lequel dépôt est sujet aux honoraires fixés par l'article 30b de ce tarif."

2° Que l'article 2 dudit tarif soit remplacé par le suivant:

"2. Pour le certificat d'enregistrement sur chaque document présenté pour enregistrement. . . . \$0.50"

3° Que l'article 9 du tarif des registrateurs soit remplacé par le suivant:

"9. Pour chaque mention en marge nécessaire pour effectuer la radiation d'un enregistrement. . . . \$0.50"

4° Que l'article 28 du tarif des registrateurs soit remplacé par le suivant:

"28. Pour exhiber le registre conformément à l'article 2179 du Code civil et pour exhiber tout document déposé, pour chaque document lu. . . . \$0.25"

5° Que l'article 30b dudit tarif, édicté par l'arrêté en conseil numéro 1389, du 9 juin 1932, soit remplacé par le suivant:

"30b. Pour le dépôt, pour enregistrement par dépôt, d'un acte d'hypothèque, de nantissement ou de gage autorisé par la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), que cet acte affecte des biens immobiliers seulement ou des biens mobiliers seulement, ou des biens immobiliers et des biens mobiliers. . . . \$5.00"

6° Que les honoraires déterminés par ces dits articles du tarif des registrateurs soient substitués à ceux fixés par l'article 35 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319);

7° Que, conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 38 de la Loi des bureaux d'enregistrement, le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* pour avoir son effet à compter du premier septembre 1947.

A. MORISSET,

19888-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1196

Québec, le 24 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton.

"1. For the transcription of any deed or document registered by transcription, or for the filing of the memorial of a deed or document registered by memorial, or for the filing of any deed or document registered by deposit, if the number words contained in such deed or document transcribed, or contained in said memorial, or contained in the deed or document registered by deposit, does not exceed four hundred words. . . . \$2.00

For each additional hundred words, every number less than one hundred words to be counted as one hundred words. . . . \$0.10

Nevertheless the fees set forth in the present section are not exigible for the filing of the certificate from the Comptroller of Provincial Revenue, nor for the filing of the certificate from the collector of succession duties, such deposits are subject to the fees fixed by section 7a of the said tariff; nor for the filing, for registration by deposit, of any deed of hypothec, mortgage or pledge authorized by the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), the same being subject to the fees fixed by section 30b of the said tariff."

2. That section 2 of the said tariff be replaced by the following:

"2. For the certificate of registration of each document produced for registration. . . \$0.50

3. That section 9 of the tariff of registrars be replaced by the following:

"9. For every marginal note authorizing the cancellation of a registration. . . . \$0.50

4. That section 28 of the tariff of registrars be replaced by the following:

"28. To exhibit the register in conformity with article 2179 of the Civil Code and exhibit any document filed, for each document read \$0.25"

5. That section 30b of said tariff, enacted by Order in Council No. 1389, of June 9, 1932, be replaced by the following:

"30b. For filing, for registration by deposit, of any deed of hypothec, mortgage or pledge authorized by the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), whether such deed may effect immoveable property only, or moveable property only, or immoveable and moveable property. . . . \$5.00"

6. That the fees determined by these said sections of the tariff of registrars be substituted for those fixed by section 35 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319);

7. That, pursuant to the provisions of the third paragraph of section 38 of the Registry Office Act, the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* so as to take effect as from the first of September, 1947.

A. MORISSET,

19888 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1196

Quebec, July 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2202 du 8 juin 1945, et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2202, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article II (Salaires minima) est remplacé par le suivant:

"II. *Salaires minima*: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

a) Salariées:	Taux horaires minima
Contremaîtresse	\$0.42
Travailleuse à la main, 1ère classe	0.36
Mécanicienne de machine S. et S.	0.36
Mécanicienne de machine à poser les des- sus	0.36
Mécanicienne de machine à couvrir	0.36
Mécanicienne de machine à renforts	0.36
Attacheuse	0.36
Piqueuse à la machine	0.36
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.32
Fileuse de machine à renforts à quatre coins	0.36
Fileuse de machine "Brightwood"	0.36
Salariée non classifiée	0.29
Apprentie:	

1er semestre: 20% de moins que le minimum.

2ème semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant la cédule de salaire précédente le salaire minimum moyen des salariées, y compris les apprenties, ne doit pas être inférieur à \$0.36 par heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Salariées:	Taux horaires maxima
Contremaîtresse	\$0.57
Travailleuse à la main, 1ère classe	0.49
Mécanicienne de machine S. et S.	0.48
Mécanicienne de machine à poser les des- sus	0.48
Mécanicienne de machine à couvrir	0.48
Mécanicienne de machine à renforts	0.48
Attacheuse	0.48
Piqueuse à la machine	0.48
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.45
Fileuse de machine à renfort à quatre coins	0.48
Fileuse de machine "Brightwood"	0.48
Salariée non classifiée	0.48

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2202 of June 8, 1945, and amendments, relating to the paper box industry;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947;

WHEREAS objections have been made against its approval and they were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree, number 2202, be amended as follows:

1. Section II (Minimum wages) is replaced by the following:

"II. *Minimum wage rates*: The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary engine-men, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees:	Minimum hourly rates
Forelady	\$0.42
Handwork, first class	0.36
S and S Machine Operator	0.36
Top-Piece Machine Operator	0.36
Covering Machine Operator	0.36
Staying Machine Operator	0.36
Tier	0.36
Stitcher	0.36
Hand-Fed Table Gummer	0.32
Four-Corner Machine feeder	0.36
Brightwood Machine feeder	0.36
Non-classified help	0.29
Apprentice:	

1st six months: 20% less than minimum rate.

2nd six months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of female employees, including apprentices, shall not be less than \$0.36 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

Female employees:	Maximum hourly rates
Forelady	\$0.57
Handwork, first class	0.49
S and S Machine operator	0.48
Top-Piece Machine Operator	0.48
Covering Machine operator	0.48
Staying Machine operator	0.48
Tier	0.48
Stitcher	0.48
Hand-Fed Table Gummer	0.45
Four-corner machine feeder	0.48
Brightwood machine feeder	0.48
Non-classified Help	0.48

<i>b) Salariés (sexe masculin):</i>		<i>Taux horaires minima</i>	<i>b) Male employees:</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
Contremaitre		\$0.74	Foreman	0.74
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse ..		0.66	Scorer	0.66
Mécanicien de guillotine		0.59	Cutter on knife	0.59
Mécanicien de monteuse, simple et double ..		0.54	End-Piece operator, single and double ..	0.54
Mécanicien de machine "Brightwood" ..		0.60	Brightwood Machine operator	0.60
Fileur de machine "Brightwood"		0.41	Brightwood Machine feeder	0.41
Mécanicien de machine à renfort à quatre coins		0.60	Four-corner Stayer operator	0.60
Fileur de machine à renfort à quatre coins		0.41	Four-corner Stayer feeder	0.41
Bobineur		0.49	Slitter operator	0.49
Presseur de rebuts		0.51	Bale-press operator	0.51
Mécanicien de machine emporte-pièce ..		0.46	Punch operator	0.46
Expéditeur		0.58	Shipper	0.58
Chauffeur de camion		0.54	Truck driver	0.54
Machiniste		0.66	Machinist	0.66
Préposé à l'entretien et à la réparation ..		0.51	Maintenance and repair man	0.51
Préposé à la scie circulaire		0.49	Circular saw operator	0.49
Faiseur de matrices		0.74	Die maker	0.74
Assistant-faiseur de matrices		0.51	Assistant die maker	0.51
Pressier — presse cylindre à découper ..		0.61	Cylinder box press operator	0.61
Pressier — presse "Colt"		0.58	Colt press operator	0.58
Fileur — presse cylindre à découper ..		0.47	Cylinder box press feeder	0.47
Fileur — presse "Colt"		0.47	Colt press feeder	0.47
Mécanicien de machine automatique à coller		0.60	Automatic gluing machine operator ..	\$0.60
Éplucheur		0.36	Stripper	0.36
Mécaniciens de machines fixes: <i>par semaine</i>			Stationary enginemen: <i>per week</i>	
Chef-mécanicien de seconde classe	\$42.95		Chief-engineman, Second class	\$42.95
Chef-mécanicien de troisième classe ..	36.95		Chief-engineman, Third class	36.95
	<i>Taux horaires minima</i>			<i>Minimum hourly rates</i>
2ème classe	\$0.68		2nd class	0.68
3ème classe	0.57		3rd class	0.57
4ème classe	0.52		4th class	0.52
Chauffeur de bouilloires	0.42		Boiler fireman	0.42
Salarié non classifié	0.36		Non-classified help	0.36

Apprentis:

1er semestre: 20% de moins que le minimum.
2ème semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.56 per hour; for the purposes of computing that average that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

Apprentice:

1st six months: 20% less than minimum rate.
2nd six months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stockers and stationary enginemen.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.56 per hour; for the purposes of computing that average that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

<i>Salariés (sexe masculin):</i>	<i>Taux horaires maxima</i>	<i>Male employees:</i>	<i>Maximum hourly rates</i>
Contremaitre	\$1.01	Foreman	\$1.01
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse ..	0.84	Scorer	0.84
Mécanicien de guillotine	0.81	Cutter on knife	0.81
Mécanicien de monteuses, simple et double	0.74	End Piece Operator, single and double ..	0.74
Mécanicien de machine "Brightwood" ..	0.80	Brightwood Machine operator	0.80
Fileur de machine "Brightwood"	0.51	Brightwood Machine feeder	0.51
Mécanicien de machine à renfort à quatre coins	0.80	Four-Corner Stayer operator	0.80
Fileur de machine à renfort à quatre coins	0.51	Four-corner Stayer feeder	0.51
Bobineur	0.66	Slitter operator	0.66
Presseur de rebuts	0.68	Bale press operator	0.68
Mécanicien de machine emporte-pièce ..	0.66	Punch operator	0.66
Expéditeur	0.81	Shipper	0.81
Chauffeur de camion	0.64	Truck driver	0.64
Machiniste	1.01	Machinist	1.01
Préposé à l'entretien et à la réparation ..	0.70	Maintenance and repair man	0.70
Préposé à la scie circulaire	0.59	Circular saw operator	0.59

Faiseur de matrices	0.96	Die maker	0.96
Assistant-faiseur de matrices	0.71	Assistant die maker	0.71
Pressier — presse cylindre à découper	0.81	Cylinder Box press operator	0.81
Pressier — presse "Colt"	0.78	Colt press operator	0.78
Fileur — presse cylindre à découper	0.62	Cylinder Box press feeder	0.62
Fileur — presse "Colt"	0.62	Colt press feeder	0.62
Mécanicien de machine automatique à coller	0.80	Automatic glueing machine operator	0.80
Éplucheur	0.61	Stripper	0.61
Chauffeur de bouilloires	0.63	Stoker	0.63
Mécanicien de machines fixes	0.78	Stationary-engineman	0.78
Salarié non classifié	0.84	Non-classified help	0.84

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception, un salarié, au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur seulement pour le temps qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

d) Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans les paragraphes précédents, perçues d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribuées par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée, mais sans que la somme totale du salaire et de la distribution ainsi reçue par chaque salarié ne dépasse le taux horaire maximum de sa classification. Toutefois, aucun salarié dont le taux de salaire pour la même période était plus élevé que le taux horaire maximum de sa classification n'a droit à cette distribution.

e) Les taux actuels de salaires payés à tous les salariés masculins doivent être augmentés de \$0.03 de l'heure ("across the board") et les taux actuels de salaires payés à tous les salariés féminins doivent être augmentés de \$0.02 de l'heure ("across the board").

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, tous les salariés engagés par un employeur après le 1er avril 1947, ne sont pas sujets à cette augmentation générale.

Cette augmentation générale entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

Nonobstant les dispositions du présent article, toute augmentation donnée à un salarié ou à une salariée depuis le 1er avril 1947 est valable aux fins de l'application de cette augmentation générale.

2° Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. Heures de travail: a) La durée régulière du travail est de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine. Tout travail excédant quarante-sept heures et demie (47½) doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

3° L'article V — Salariés des métiers de l'imprimerie — est remplacé par le suivant:

"V. Salariés des métiers de l'imprimerie: Les conditions de salaires, de travail et d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le présent décret sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de

c) An employee who performs regularly during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

d) All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding paragraphs, collected from an employer by the Parity Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period in question, the total amount of wages and distribution so received by each employee not to exceed the maximum rate of this classification. Nevertheless, no employee whose rate of wages for the same period was higher than the maximum rate of his classification, is entitled to said above distribution.

e) Actual wage rates paid to all male employees shall be increased by \$0.03 per hour (across the board) and actual wage rates paid to all female employees shall be increased by \$0.02 per hour (across the board).

Notwithstanding the provisions of the above paragraph, all employees hired by an employer after the 1st of April 1947, are entitled to this overall increase.

The effective date of this general, overall increase shall be the date of the publication of the present Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

Notwithstanding the provisions of this article, any increase granted to a male or female employee since April 1st, 1947, shall be valid and shall count as far as the application of this general increase in concerned."

2. Subsection "a" of section III is replaced by the following:

"III. Working hours: a) The regular work week shall consist of forty-seven and one half (47½) hours. Any work in excess of forty-seven and one half (47½) hours per week shall be paid at the rate of time and one half."

3. Section V — Employees of the Printing Trades — is replaced by the following:

"V. Employees of the printing trades: Wages, work and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those determined in the decree number 3088 of August 7th, 1946, and its amendments, relating to the printing trades in the district of Mont-

l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine."

4° L'article VIII — Salaires minima — est remplacé par le suivant:

"VIII. Salaires minima: Travail régulier: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires
a) Salariées:	
Contremaîtresse	\$0.45
Travailleuse à la main spécialisée	0.43
Travailleuse à la main ordinaire	0.35
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.37
Mécanicienne de machine "Stokes & Smith"	0.39
Mécanicienne de machine à couvrir	0.37
Mécanicienne de machine à renfort	0.37
Piqueuse à la machine	0.37
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.35
Préposée au ficelage	0.35
Apprenties dans les classifications men- tionnées ci-dessus:	
1er semestre	0.28
2ème semestre	0.31
Éplucheuse	0.29
Rabateuse et plieuse	0.28
Autre salariée	0.25

	Taux horaires
b) Salariés:	
Contremaître	\$0.85
Assistant-contremaître	0.70
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse	0.67
Mécanicien de monteuse, simple et double	0.57
Bobineur	0.53
Presseur de rebuts	0.51
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.46
Faiseur de matrices	0.75
Assistant-faiseur de matrices	0.53
Pressier — presse cylindre à découper	0.64
Fileur — presse cylindre à découper	0.52
Pressier — presse "Colt"	0.60
Fileur — presse "Colt"	0.52
Pressier — presse "Brightwood"	0.63
Fileur — presse "Brightwood"	0.45
Mécanicien de machine à quatre coins	0.63
Fileur de machine à quatre coins	0.45
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	0.63
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	0.54
Mécanicien de machine automatique à coller	0.70
Expéditeur	0.62
Préposé à la scie circulaire	0.53
Chauffeur de camions	0.60
Aide de manufacture	0.55
Apprentis dans les classifications men- tionnées ci-dessus:	
1er semestre: 30% de moins que la classification régulière.	
2ème semestre: 15% de moins que la classification régulière.	
Mécanicien de machines fixes:	
2ème classe	0.73
3ème classe	0.63
4ème classe	0.60
Chauffeur	0.48
Autre salarié	0.33"

5° L'article X — Travail supplémentaire — est radié et remplacé par le suivant:

"X. Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en dehors des heures prévues à l'alinéa "1" du paragraphe "a" de l'article IX ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale établie à

real, or in any other decree replacing it with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-seven and one half (47½) per week."

4. Section VIII.— Minimum Wages— is replaced by the following:

"VIII. Minimum wages:— Regular:— The following shall be the minimum wage rates:

	Per hour
a) Female employees: *	
Forelady	\$0.45
Specialized hand worker	0.43
Ordinary hand worker	0.35
Top piece machine operators	0.37
Stokes and Smith machine operators	0.39
Covering machine operators	0.37
Staying machine operators	0.37
Stitchers	0.37
Hand-fed table gummers	0.35
Tiers	0.35
Apprentices on above-mentioned opera- tions:	
1st six months	0.28
2nd six months	0.31
Strippers	0.29
Folders	0.28
Other help	0.25

	Per hour
b) Male employees	
Foreman	\$0.85
Assistant-foreman	0.70
Scorer	0.67
End-piece operator, single and double	0.57
Slitter operator	0.53
Bale press operator	0.51
Punch operator	0.46
Die maker	0.75
Assistant die-maker	0.53
Cylinder box press operator	0.64
Cylinder box press feeder	0.52
Colt press operator	0.60
Colt press feeder	0.52
Brightwood press operator	0.63
Brightwood press feeder	0.45
Four-corner machines operator	0.63
Four-corner machine feeder	0.45
Cutter on knife, first class	0.63
Cutter on knife, second class	0.54
Automatic glueing machine operator	0.70
Shipper	0.62
Circular saw operator	0.53
Truck driver	0.60
General helper	0.55
Apprentices on above mentioned opera- tions:	
1st six months: 30% less than the regular classification.	
2nd six months: 15% less than the regular classification.	
Stationary-Enginemen:	
2nd class	0.73
3rd class	0.63
4th class	0.60
Fireman	0.48
Other help	0.33"

5. Section X— Overtime— is deleted and replaced by the following:

"X. Overtime work: Shall be considered as overtime work for the purposes of the decree any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IX, and that done in excess of the regular,

l'article IX, est considéré comme travail supplémentaire, aux fins du présent décret, et doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier."

6° Le paragraphe "b" de l'article XIII est remplacé par le suivant:

"b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

Il peut y avoir exception, mais l'employeur doit soumettre ses raisons au Comité paritaire et ce dernier décide."

7° Le paragraphe "b" de l'article XIV — Vacances payées — est remplacé par le suivant:

"b) *Vacances payées*: Il doit être accordé chaque année, une semaine régulière de vacances payées à tout salarié qui, au 31 mai de l'année courante, était au service du même employeur depuis douze mois consécutifs avec un maximum de pas plus de vingt-et-un jours d'absence au cours de ces douze mois. La date des vacances est laissée à la discrétion de l'employeur.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant le travail consécutif, si le contrat n'a pas été résilié, les jours d'absence causés par un accident de travail, les jours de chômage et la période du congé annuel, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré."

8° L'article XVI — Salarié des métiers de l'imprimerie — est remplacé par le suivant:

"XVI. *Salariés des métiers de l'imprimerie*: Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le présent décret sont les mêmes que celles déterminées dans les décrets numéro 3022 du 21 octobre 1943 et amendements, relatifs aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec et numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatifs aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait les remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19884-o

Greffier du Conseil Exécutif.

week, as indicated in section IX, shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay."

6. Subsection "b" of section XIII is replaced by the following:

"b) The wages shall be paid weekly to the employee with money that is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name in full, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

Any exception to the above shall be submitted by the employer to the Committee for approval."

7. Subsection "b" of section XIV — Vacation with pay — is replaced by the following:

"b) *Vacation with pay*: Every year, one regular week of vacation with pay shall be given to every employee who, on May 31st of the current year, had a minimum of twelve consecutive months' service for the same employer, with a maximum of twenty-one days of absence during the twelve months. The date of such vacation shall be fixed by the employer.

For the duration of this agreement, continuous service shall not be affected by any absence through an accident while at work, annual leave or normal lay-off, provided the employee did not perform any other remunerated work during such time."

8. Section XVI — Employees of the Printing Trades — is replaced by the following:

"XVI. *Employees of the printing trades*: The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those mentioned in the decrees number 3022 of October 21st, 1943 and amendments, relating to the printing trades in the district of Quebec, and number 3088 of August 7th, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree that could replace them, with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week."

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,

19884-o

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 30

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 1156, section "A" — Employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph-d'Alma 1954
- 1156, section "B" — Industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec 1957
- 1156, section "C" — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval... 1958
- 1157 — Charpentiers doubleurs — navigation océanique — dans le port de Montréal 1951
- 1158 — Vérificateurs et tonneliers du port de Montréal 1962

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

ORDERS IN COUNCIL:

- 1156, part "A" — Trade and Office Employees in the City of Arvida and the Towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma 1954
- 1156, part "B" — Women's and Children's Headwear Industry in the Province of Quebec 1957
- 1156, part "C" — Barber and Hairdresser Trades in the Counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval. 1958
- 1157 — Shipliners — Ocean Navigation — in the Harbour of Montreal.. 1951
- 1158 — Checkers and Coopers of the Harbour of Montreal 1962

1174 — Concernant le tarif des registrateurs.....	1964	1174 — Concerning the tariff of registrars.....	1964
1196, section "A" — Industrie de la boîte de carton.....	1965	1196, part "A" — Paper Box Industry.....	1965
AVIS AUX INTÉRESSÉS:		1917 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1917
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Canada Garnet Limited — Grenat Canada Limitée (Directeurs).....	1934	Canada Garnet Limited — Grenat Canada Limitée (Directors).....	1934
Conseil Central des Syndicats de Nicolet (Formation).....	1933	Conseil Central des Syndicats de Nicolet (Formation).....	1933
Coopérative d'Électricité de l'Île-aux-Coudres (Fondation).....	1934	Coopérative d'Électricité de l'Île-aux-Coudres (Foundation).....	1934
Dominion Square Corporation (Directeurs).....	1934	Dominion Square Corporation (Directors).....	1934
Donwill Coy (Directeurs).....	1935	Donwill Coy (Directors).....	1935
Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc. (Règlements).....	1933	Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc. (By-Laws).....	1933
Laiterie Belle Vallée Ltée — Belle Valley Dairy Ltd. (Règlement).....	1933	Laiterie Belle Vallée Ltée — Belle Valley Dairy Ltd. (By-Law).....	1933
L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée — The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated (Directeurs).....	1932	L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée — The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated (Directors).....	1932
L'Union des Employés de la Cité de Longueuil (Formation).....	1934	L'Union des Employés de la Cité de Longueuil (Formation).....	1934
Smith-Chicoine Limited (Règlement).....	1932	Smith-Chicoine Limited (By-Law).....	1932
Société Coopérative d'Aqueduc de la Côte de l'Église (Fondation).....	1932	Société Coopérative d'Aqueduc de la Côte de l'Église (Foundation).....	1932
St-Félicien, ville de (Changement de date des élections).....	1931	St-Félicien, town of (Change of date of elections).....	1931
St-Lambert, cité de (Rachat d'obligations).....	1935	St. Lambert, city of (Redemption of bonds).....	1935
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois des Méchins, Inc. (Formation).....	1933	Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois des Méchins, Inc. (Formation).....	1933
Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda (Formation).....	1933	Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda (Formation).....	1933
The Powerscourt Cemetery Company (Règlements).....	1932	The Powerscourt Cemetery Company (By-Laws).....	1932
Weedon Centre, village de (Rachat d'obligations).....	1935	Weedon Centre, village of (Redemption of bonds).....	1935
CHARTRE — ABANDON DE:		CHARTER — SURRENDER OF:	
Bedard & Stowe Company Limited... ..	1936	Bedard & Stowe Company Limited... ..	1936
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de Mécanisation Rurale de Jonquière.....	1936	Société Coopérative Agricole de Mécanisation Rurale de Jonquière.....	1936
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Roseville, munic. scolaire de.....	1936	Roseville, school munic. of.....	1936
TRAVAIL:		LABOUR:	
Arrêté en conseil N° 1117 — Débardeurs du port de Montréal, navigation océanique (Erratum).....	1940	Order in Council No. 1117 — Longshermen of the Harbour of Montreal, Ocean Navigation (Erratum).....	1940
Comité paritaire de l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal (Prélèvement).....	1940	Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal (Levy).....	1940
Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec (Prélèvement).....	1942	Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Levy).....	1942
Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec (Avis).....	1936	Building Materials Industry in the Province of Quebec (Notice).....	1936
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification).....	1941	Construction Industry and Trades in the District of Montreal (Amendment).....	1941
TREASOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.....	1943	The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.....	1943
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Québec: étude du droit.....	1943	Quebec: study of law.....	1943

GREFFES DE NOTAIRES:

Dionne, Gérard.	1944
Morin, Lucien, en faveur de.	1944

LETTRES PATENTES:

A. B. C. Promotions Ltd.	1918
A. H. Electric Corporation.	1919
Alfa Investments Limited.	1919
Alpha Watch Crystals Incorporated — Montre Crystal Alpha Incorporée.	1920
B. L. B. Ltée.	1920
Canadian General Insulation (Quebec) Co.	1920
Charles Gravel Fils Inc.	1921
Clair Shoes Inc.	1921
Club Taché.	1922
Compagnie Trudeau Ltée.	1922
Farnham Stamping Specialties Ltd.	1923
Ferland Auto Accessories Limited.	1923
Gallery Square Investments Limited.	1923
Grenon Construction Company Limited.	1924
Insurance Exchange Building Ltd.	1924
J. A. Brazeau Ltée.	1925
J. O. Lefebvre Limitée.	1925
Lana-Lee Fashions Inc.	1925
Lawrentex Limited.	1926
Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. — Blue Summit Development Inc.	1926
Les Produits LeMac Ltée — LeMac Products Ltd.	1926
Perry Textiles Inc.	1927
Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.	1927
Remo Inc.	1928
Robert Carignan Inc.	1928
Teco-Construction-Co.-Ltd.	1928
The Association of Granby Manufac- turers Inc.	1929
Transparent Paper Products Limited.	1929
Transport Carleton Limitée.	1929
Variety Silk Mills Ltd.	1930
Verbitt Fashion Garment Inc.	1930
4855 Queen Mary Road Inc.	1930

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bedard & Stowe Company Limited ...	1931
Novo Broom & Mop Supplies Corpo- ration.	1944

LIQUIDATION, AVIS DE:

Chaleur Bay Power Limited — (Éner- gie Electrique de la Baie des Cha- leurs Limitée)	1945
---	------

NOMINATIONS:

Diverses.	1945
----------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Hébert Inc.	1947
La Compagnie Touristique du Québec Limitée.	1947
Les Ateliers Prevost Inc. — Prevost Coach Company.	1946
Pellis Trading Inc. — Société Commer- ciale de Fourrure Inc.	1947
Quebec Land Company.	1947

SOUMISSIONS:

Commissaires d'écoles du village de Pont-Rouge.	1949
Iberville, ville de.	1948
L'Abord-à-Plouffe, ville de.	1949

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Ladouceur vs Thiboutot.	1951
------------------------------	------

MONTREAL:

Senay vs Boileau.	1951
------------------------	------

19898-0

NOTARIAL RECORDS:

Dionne, Gérard.	1944
Morin, Lucien, in favour of.	1944

LETTERS PATENT:

A. B. C. Promotions Ltd.	1918
A. H. Electric Corporation.	1919
Alfa Investments Limited.	1919
Alpha Watch Crystals Incorporated — Montre Crystal Alpha Incorporée.	1920
B. L. B. Ltée.	1920
Canadian General Insulation (Quebec) Co.	1920
Charles Gravel Fils Inc.	1921
Clair Shoes Inc.	1921
Club Taché.	1922
Compagnie Trudeau Ltée.	1922
Farnham Stamping Specialties Ltd.	1923
Ferland Auto Accessories Limited.	1923
Gallery Square Investments Limited.	1923
Grenon Construction Company Limited.	1924
Insurance Exchange Building Ltd.	1924
J. A. Brazeau Ltée.	1925
J. O. Lefebvre Limitée.	1925
Lana-Lee Fashions Inc.	1925
Lawrentex Limited.	1926
Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. — Blue Summit Development Inc.	1926
Les Produits LeMac Ltée — LeMac Products Ltd.	1926
Perry Textiles Inc.	1927
Peter Baker Garment Mfg. Co. Inc.	1927
Remo Inc.	1928
Robert Carignan Inc.	1928
Teco-Construction-Co.-Ltd.	1928
The Association of Granby Manufac- turers Inc.	1929
Transparent Paper Products Limited.	1929
Transport Carleton Limitée.	1929
Variety Silk Mills Ltd.	1930
Verbitt Fashion Garment Inc.	1930
4855 Queen Mary Road Inc.	1930

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bedard & Stowe Company Limited ...	1931
Novo Broom & Mop Supplies Corpo- ration.	1944

WINDING UP NOTICE:

Chaleur Bay Power Limited — (Éner- gie Electrique de la Baie des Cha- leurs Limitée)	1945
---	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	1945
---------------------	------

HEAD OFFICES:

Hébert Inc.	1947
La Compagnie Touristique du Québec Limitée.	1947
Les Ateliers Prevost Inc. — Prevost Coach Company.	1946
Pellis Trading Inc. — Société Commer- ciale de Fourrure Inc.	1947
Quebec Land Company.	1947

TENDERS:

School Commissioners of the village of Pont-Rouge.	1949
Iberville, town of.	1948
L'Abord-à-Plouffe, town of.	1949

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Ladouceur vs Thiboutot.	1951
------------------------------	------

MONTREAL:

Senay vs Boileau.	1951
------------------------	------

19898-0